

*l'Anti*capitaliste

n°474 | 1er mai 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

POUR LES SERVICES PUBLICS

POUR LA JUSTICE SOCIALE

le
MAI
Toutes et tous
EN GRÈVE

Dossier

MESURES MACRON

Pages 6 et 7

ÉDITO

Benalla, un an déjà
Page 2

ACTU POLITIQUE

Répression. Le 26 mai, pour
l'interdiction des LBD et des
grenades mutilantes
Page 4



ACTU INTERNATIONALE

Terrorisme. Sri Lanka: dernier
avertissement (en date)
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Sébastien Ascoët et
Bruno Fresnard sur la grève au centre
hospitalier du Rouvray Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Benalla, un an déjà

« **J**e condamne avec une absolue fermeté les violences qui ont eu lieu aujourd'hui et qui ont dévoyé les cortèges du 1^{er} Mai. Tout sera fait pour que leurs auteurs soient identifiés et tenus responsables de leurs actes. » En publiant ce tweet au soir du 1^{er} mai 2018, Macron ne se doutait pas qu'il lui reviendrait en pleine figure, tel un boomerang, à la fin du mois de juillet. Car davantage qu'à un McDo incendié, c'est au nom d'Alexandre Benalla qu'est irrémédiablement associée la date du 1^{er} mai 2018, jour où la petite frappe de Macron s'en est pris physiquement à des manifestantEs, au Jardin des plantes et place de la Contrescarpe.

Un an plus tard, ce qui est devenu « l'affaire Benalla » n'en finit plus d'empoisonner la Macronie, tant elle a joué un rôle de révélateur des pratiques à l'œuvre dans les hautes sphères du pouvoir, écornant sérieusement l'image du « nouveau monde » et contribuant à affaiblir la légitimité d'un Macron alors triomphant. Barbozeries, petits arrangements entre amis, mensonges et dissimulation de preuves: la panoplie classique, somme toute, des cliques au pouvoir, bien loin des promesses de rupture avec les pratiques condamnables du passé. Un an plus tard, on a en effet eu le temps de se rendre compte que les agissements d'Alexandre Benalla n'étaient guère contradictoires avec les « valeurs » de la Macronie. Ainsi, la violence contre les manifestantEs est devenue l'une des images de marque du pouvoir, avec un Castaner éborgneur en chef qui soutient sans broncher les pires exactions. L'arrogance et le sentiment d'impunité ne sont pas davantage l'apanage du seul Benalla, et peuvent même être classés parmi les traits les plus communs à ceux qui forment l'entourage de Macron. Enfin, la capacité à mentir, même face aux évidences, est également l'une des caractéristiques d'un gouvernement qui prétend lutter contre les fake news alors qu'il en produit à une échelle industrielle. Un an plus tard, mouvement des Gilets jaunes aidant, le macronisme triomphant a définitivement pris du plomb dans l'aile. Mais les crises qui minent le pouvoir, si elles ont considérablement érodé sa légitimité, ne suffiront pas à le faire s'effondrer. Il faudra pour cela continuer à nous mobiliser, toujours plus nombreux, pour aller vers un blocage total du pays, seul moyen d'en finir avec Macron, sa clique et leurs politiques.

À la Une

Pour les services publics, pour la justice sociale TouTEs en grève le 9 mai

La séquence 27 avril-1^{er} Mai-9 mai est un test, tant pour le gouvernement que pour le mouvement social et les mobilisations en cours.

Pour le gouvernement, il s'agit de faire la démonstration que Macron a réussi à reprendre la main, objectif qu'il n'avait pas atteint en décembre dernier. Pour le mouvement social l'enjeu est, au-delà des décomptes de manifestantEs, de faire des pas en avant dans la construction et la mise en lien, la coordination des différentes luttes.

Face à un gouvernement qui n'est pas si fort...

Le premier fait à rappeler est que Macron n'aurait pas été obligé de nous infliger deux heures et demie de logorrhée si, depuis des mois, la mobilisation multiforme des Gilets jaunes n'avait pas occupé le devant de la scène et allumé l'espoir qu'il est possible d'ébranler ce pouvoir qui se veut si droit dans ses bottes. C'est la détermination de dizaines de milliers de femmes et d'hommes, confortés par la sympathie qui s'exprime au quotidien vis-à-vis d'elles et eux, qui a contraint Macron à mettre les formes, pour dire que peut-être il avait été un peu vite, que peut-être il n'avait pas vu certaines préoccupations vitales, que peut-être il allait revenir sur certaines promesses électorales (comme les 120 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique)... On n'est absolument pas obligé de lui faire le crédit de la sincérité, mais il est d'autant plus important d'avoir clairement conscience des rapports de forces en présence. Surtout que la déconsidération et le mépris, marque de fabrique de Macron et ses affidés, est bien loin de disparaître. Castaner faisant de l'explication de texte sur France Info le lendemain matin de la grand-messe de Macron, expliquait ainsi que le discours présidentiel ne

convaincrait pas les Gilets jaunes parce que Macron s'est adressé « aux Français, pas aux 30 000 manifestants », et que « ceux qui manifestent le samedi, ce n'est pas le peuple », mais « des excités ». Puis, en pleine prophétie auto-réalisatrice, Castaner et son ministère ont compté les manifestantEs samedi 27 avril, et ils sont arrivés au total bienvenu de 23 600 dont 2 600 à Paris, cherchant à boucler la boucle de la démonstration de l'efficacité du discours présidentiel.

Nous ne nous laisserons pas enfumer

L'enfumage est évident pour toutes celles et tous ceux qui étaient dans la rue le 27 avril, dans les différentes villes. Au-delà des obstacles qui se multiplient pour empêcher les gens de se regrouper, entre interdictions de manifester dans de nouvelles villes chaque semaine et contrôles préventifs (la préfecture de l'Eure annonce, par exemple 1 250 contrôles de véhicules en amont d'une manifestation où elle a compté 300 manifestantEs à Évreux !), il faut également avoir en tête le chiffre de 60 132 manifestantEs annoncé par le Nombre Jaune, bien plus proche de la réalité.

Mais le fait politique de cette journée et qui va être encore plus visible le 1^{er} Mai, c'est qu'à Paris et dans plusieurs villes, pour la première fois des appels communs entre Gilets jaunes, organisations syndicales et politiques ont réuni plusieurs milliers de manifestantEs, mêlant les gilets, les drapeaux et les sigles des unEs et des autres. Ce n'est certes pas le déferlement, et on ne peut pas dire que ce soit à la hauteur des enjeux, mais il faut rappeler que ce ne sont pas des confédérations ou des unions syndicales, mais des structures syndicales (fédérations ou unions départementales) qui ont assumé cette démarche indispensable pour dépasser l'éparpillement façon puzzle des luttes dont le gouvernement cherche à tirer profit. L'affluence des Gilets jaunes dans ces cortèges témoigne de la possibilité de commencer à surmonter les défiances, dès lors que les forces organisées consacrent du temps et de l'énergie à travailler à la convergence.

Le 9 mai: construire des revendications communes dans la lutte

La prochaine étape sera le 9 mai. Le discours de Macron lui donne une



importance particulière, puisqu'il a, pour la première fois, émis l'hypothèse de revenir sur les 120 000 suppressions d'emplois de fonctionnaires, sous la pression imposée par les Gilets jaunes qui affirment leur besoin de services publics. Ce qui ne garantit rien, mais marque un pas en avant et montre le terrain sur lequel il peut être possible de remporter une victoire contre ce gouvernement. L'enjeu est de transformer ce qui n'était qu'une journée intersyndicale de dénonciation de la casse des services publics, en une grande journée de revendication des salariéEs (fonctionnaires ou contractuelEs) et des usagerEs (Gilets jaunes, parents d'élèves, retraitéEs...) pour des services publics répondant aux besoins de la population.

Pour construire et imposer ces revendications, il faudra organiser ensemble des AG qui fassent le point des besoins et des difficultés, des grèves, des journées de blocages. La marche est haute car les besoins sont immenses vu la désorganisation et la mise à l'os des services publics sous l'effet des politiques menées ces 20 dernières années. De l'école aux hôpitaux en passant par la SNCF ou La Poste, les postes supprimés, l'accumulation des tâches, le management 3.0, la dématérialisation... vident de sens le travail des salariéEs, poussent aux burn-out et aux gestes de désespoir tout en suscitant la colère de la population.

Pour lutter contre le chômage de masse, il y a une solution immédiate et efficace: embaucher dans les services publics, augmenter les salaires. C'est ce projet collectif que Gilets jaunes, syndiquéEs ou non, salariéEs du public et du privé, nous pouvons commencer à construire ensemble le 9 mai, et pour lequel il nous faut envisager un plan de mobilisation à travers les échéances des prochains actes du samedi, mais aussi d'autres dates de grèves à construire tous et toutes ensemble.

Cathy Billard

ALGÉRIE

À propos du mot d'ordre de Constituante

Nous publions une version courte d'une contribution de Nadir Djermoune, consacrée aux débats en cours en Algérie sur le mot d'ordre de l'Assemblée constituante et sur les enjeux de la transition. ¹

La force du mouvement est dans son nombre et son déploiement territorial et national. Il y a dans cette force une volonté des révoltés de devenir les maîtres de leur vie et de leur histoire, non seulement en ce qui concerne les décisions politiques mais aussi dans leur vie quotidienne. « *Blad dyalna, n'dirou*

rayna », dit l'un des slogans phares des manifestations (« Le pays est à nous, nous en faisons ce que nous voulons »). C'est cette force qui reste la seule garantie d'un avenir meilleur et le garde-fou contre une dérive barbare ou une sombre régression.

Un avenir démocratique et social

La force du mouvement est aussi dans la dénonciation unanime du vol organisé et de la corruption généralisée du « système ». « *Edditou l'blad ya serraquin* » (« Ô voleurs, vous avez pris le pays »), dit un autre slogan phare. Si cette dénonciation s'est surtout exprimée au niveau moral en revendiquant le droit à la dignité et à la liberté, les débats et critiques débattent, au fil des marches, les sorts profonds et les sous-bassements

économiques de ce vol organisé. Le libéralisme économique et la privatisation de secteurs entiers tous azimuts sont de plus en plus montrés du doigt. Une appropriation souveraine des richesses du pays constitue une des revendications qui émerge des slogans. Elle préfigure déjà le contenu des débats qui viendront sur la sortie de crise.

Cette force collective et spontanée a toutefois ses limites. Le mouvement doit pouvoir enfanter sa propre direction et faire irruption comme pouvoir alternatif. C'est la condition nécessaire pour imposer une révolution ou, le cas échéant, négocier en termes adéquats une réforme du système. Si cette possibilité est contenue dans le mouvement lui-même, son émergence nécessite une action théorique critique

pour lui donner un sens et un avenir démocratique et social à la hauteur de ses exigences.

Sortir de la linéarité scolaire

Certaines critiques théoriques se limitent à souligner l'absence de caractère révolutionnaire du mouvement. Celui-ci serait réformiste par sa composante sociologique – couches moyennes et jeunes –, ou par l'absence de parti d'avant-garde qui apporterait de l'extérieur cette conscience nécessaire. Il serait donc facilement manipulable, voire à la merci de complots intérieurs ou extérieurs.

Ces lectures procèdent en fait par des logiques statiques et formelles. Car il n'y a pas de mouvement « révolutionnaire » par définition ou par essence. Aucun dénouement n'est prévisible.

BIEN DIT

L'entre-soi de l'énarchie est l'aboutissement de la naissance dans les beaux quartiers, des écoles puis des lycées d'excellence, et relève de déterminismes sociaux et économiques qu'il est impensable de bouleverser avec la simple suppression du dernier étage de cet entre-soi.

MONIQUE PINÇON-CHARLOT et MICHEL PINÇON, liberation.fr, 26 avril 2019.

Un monde à changer

COHN-BENDIT ET BESSET, L'ULTIME (?) TRAHISON. Daniel Cohn-Bendit et Jean-Paul Besset se sont fendu, dans le *Journal du dimanche* du 28 avril, d'une tribune libre appelant à voter Nathalie Loiseau aux européennes. On pourrait se contenter de ricaner sur ce soutien qui vient après deux ans de prosternations devant Macron. Mais, même ces deux individus méritent que l'on prenne au sérieux ce qu'ils écrivent.

Leur texte comporte deux affirmations centrales. La première met l'accent sur l'immensité du défi auquel l'humanité est confrontée du fait d'« un choc sans précédent qui brouille toutes les lignes : rupture de l'ordre économique et social, ébranlement des valeurs, requalification du progrès, adaptation des technologies, calibrage des projets, big bang budgétaire, bouleversement des représentations du monde ». La seconde appelle à rompre, « à descendre du ring de boxe », à en finir « avec l'illusion d'un Grand soir » : c'est la justification de la tambouille politicienne qui conclut leur texte.

Il y a du vrai dans leur première affirmation ; notre camarade François Chesnais a eu l'occasion de souligner que « le capitalisme s'est comporté comme si la planète – tant comme ensemble de ressources non-renouvelables et d'espaces terrestres et maritimes à épuiser que comme biosphère commandant la reproduction des sociétés humaines – pouvait supporter indéfiniment l'intensité de l'exploitation à laquelle elle est

soumise. » Cette situation oblige les marxistes-révolutionnaires à prendre en compte des dimensions supplémentaires dans leur élaboration, leur orientation et leur activité.

Mais justement, cela est totalement contradictoire avec la deuxième affirmation de nos duettistes. L'intégration de la dimension écologique renforce notre anticapitalisme révolutionnaire. Après avoir trahi la révolution au nom de l'écologie, Cohn-Bendit et Besset appellent à trahir l'écologie au nom du fait que « désormais tout le monde est écologiste ». Cela serait risible si les enjeux n'étaient pas aussi élevés, très au-delà, bien sûr, de la péripétie des européennes : « La rencontre par le capitalisme de limites qu'il ne peut pas franchir ne signifie en aucune manière la fin de la domination politique et sociale de la bourgeoisie, encore moins sa mort, mais elle ouvre la perspective que celle-ci entraîne l'humanité dans la barbarie. » (Chesnais) La portée des enjeux écologiques ne s'imposera pas naturellement, il faudra plus qu'un « ring de boxe » mais des mobilisations massives et résolues pour mettre à bas ce système dont les Macron et Loiseau sont des serviteurs zélés.

Les citations de François Chesnais sont extraites de « Le capitalisme a-t-il rencontré des limites infranchissables ? », À l'encontre, 4 février 2017, <http://alencontre.org/laune/le-capitalisme-a-t-il-rencontre-des-limites-infranchissables.html>

RÉPRESSION Droit d'informer et liberté de la presse dans le viseur de la Macronie

Nous avions évoqué dans nos colonnes, la semaine passée, l'arrestation du journaliste indépendant Gaspard Glanz, le 20 avril à Paris. Depuis, d'autres événements sont venus confirmer que nous assistons à un phénomène global de remise en question du droit d'informer et de la liberté de la presse, un phénomène qui n'est pas nouveau mais qui a connu une accélération considérable depuis l'élection d'Emmanuel Macron.

« **D**epuis le début du mouvement, 79 journalistes ont été victimes de violences policières, selon le décompte du journaliste David Dufresne, et la nouvelle loi "anticasseurs" renforce encore l'arbitraire et met un peu plus en danger la liberté de la presse. Les SDJ [sociétés de journalistes] et SDR [sociétés de rédacteurs] déplorent également le silence assourdissant du ministre de la Culture et de la Communication, pourtant censé soutenir la liberté et l'indépendance de la presse. » L'événement est suffisamment rare pour être souligné : ce sont en effet pas moins de 25 sociétés de journalistes et de rédacteurs qui, le 23 avril, ont publié ensemble un communiqué de soutien au journaliste Gaspard Glanz suite à son interpellation lors de l'acte 23 des Gilets jaunes à Paris. Un communiqué au vitriol, duquel est extrait le passage ci-dessus, signé par les SDJ et SDR de BFM-TV, les Échos, l'Express, le Figaro, France 2, France 24, France 3 national, Franceinfo.fr, France Inter, l'Humanité, le JDD, Libération, le Média, Mediapart, le Monde, l'Obs, Télérama, Paris-Match,

le Parisien-Aujourd'hui en France, Sud-Ouest, Premières Lignes, RFI, RMC, TV5 Monde, 20 Minutes, ainsi que par les rédactions d'Alternatives économiques, du Bondy Blog, des Jours et de Reporterre.

« Compromission du secret de la défense nationale »

Il faut dire que la situation est propice à une telle mobilisation dans les rédactions : au-delà des violences



commises par la police contre des journalistes, c'est en effet à une remise en cause de plus en plus forte de la liberté de la presse et du droit d'informer que nous assistons. Dernier épisode en date, la convocation par la Direction générale de la sécurité intérieure [DGSJ], le 24 avril, de trois journalistes du nouveau média Disclose, suite à leurs révélations concernant l'utilisation d'armes françaises au Yémen. Une enquête

a en effet été ouverte par le parquet de Paris pour « compromission du secret de la défense nationale », et la convocation des journalistes n'avait pas d'autre objectif que d'essayer de les mettre sous pression pour qu'ils et elles livrent leurs sources. Là encore, la réaction a été quasi unanime, avec une quarantaine de rédactions publiant un communiqué commun de soutien à leurs confrères.

Fuite en avant liberticide

Il est malheureusement logique que les politiques ultra-répressives du gouvernement s'accompagnent d'intimidations, de pressions, d'atteintes à la liberté d'informer. La Macronie ne tolère aucune critique et tente d'étouffer toute contestation, n'hésitant pas pour ce faire à s'en prendre à tous les contre-pouvoirs réels ou potentiels, au premier rang desquels la presse. À cet égard, le contraste n'en est que plus frappant entre, d'une part, ces journalistes et ces rédactions qui tentent, tant bien que mal, de faire leur travail et de défendre leurs droits et, d'autre part les éditorialistes et commentateurs macronisés jusqu'à l'os. Ainsi, lors de la conférence de presse de Macron le 25 avril, aucune question n'a été posée sur les atteintes à la liberté d'informer par les heureux élus qui ont eu l'honneur d'être autorisés à s'adresser à Jupiter... Contrairement à ces adeptes de l'indignation à géométrie variable, notre position est claire : résolument critiques des médias dominants, mais au côté de toutes les victimes de la fuite en avant liberticide de la Macronie.

J.S.

Le chiffre

1 400 km

C'est la distance que parcourra la deuxième marche Vintimille-Calais, organisée comme l'an passé par l'association l'Auberge des migrants, dans le but de populariser le nécessaire soutien aux migrantEs. Partie de Vintimille le 28 avril, elle arrivera à Calais le 8 mai.



Agenda

Vendredi 3 mai, rassemblement « Nous voulons des coquelicots », Paris. À 18h30, mairie du 11^e, 12, place Léon-Blum, métro Voltaire.

Samedi 4 mai, manifestation des Gilets jaunes Acte 25.

Samedi 4 mai, mobilisation contre le G7 des ministres de l'Environnement, Metz. À 15h, départ de la marche – Les Arènes de Metz (près du Parc de la Seille/JM Pelt) ; à 17h : Alter G7 Environnement – Place de la République

Mercredi 8 mai, rassemblement « L'autre 8 mai 1945 », Paris. À 18h, place du Chatelet. Pour la reconnaissance par le Président de la République du crime d'État en Algérie (Sétif, Guelma, Kherrata).

Jedi 9 mai, manifestation pour la fonction publique.

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

NO COMMENT

C'est une révolution.

FRANÇOIS BAYROU, à propos des dernières annonces d'Emmanuel Macron, BFM-TV, 28 avril 2019.

La critique ne peut procéder par un salut ou une condamnation a priori. Portés souvent par une conscience spontanée, les mouvements de protestation de ce genre commencent toujours par des revendications immédiates sociales, culturelles, économiques ou politiques, sans se poser la question de « réformer » ou « révolutionner » le système en place. Ils peuvent se prolonger dans le temps et dans l'espace, si leurs revendications ne sont pas satisfaites, sans faire de saut qualitatif sur le plan politique. C'est le cas actuellement des Gilets jaunes en France. Ils peuvent se radicaliser rapidement pour s'éteindre plus tard. C'était le cas en Kabylie de 2001. Comme ils peuvent prendre des allures politiques et arriver à des ruptures révolutionnaires, sans préjuger de la portée et la nature de cette révolution. Comme ce fut le cas en Tunisie en 2011.

Contre le « système »

De ce point de vue, le « système » tant décrié par les manifestants et manifestantes algériens tente de se maintenir en partant de sa matrice constitutionnelle qui lui sert de support politique et idéologique. La revendication d'un gouvernement provisoire qui organise une élection présidentielle se situe sur le terrain d'un réformisme radical. Ce sont des forces politiques d'opposition, essentiellement néolibérales et oligarchiques, qui demandent la mise entre parenthèses de l'actuelle Constitution pour la reprendre dès qu'un président sera élu puis la réformer au besoin. Elles refusent, de ce fait, toute rupture révolutionnaire avec ce « système ». Elles rejettent le mot d'ordre d'Assemblée constituante sous divers prétextes, notamment celui de la lenteur du processus constituant qui ouvrirait une brèche à une « main étrangère » ou à une « barbarie



islamiste ». En réalité, ce rejet consiste à éviter tout débat large et transparent avec toutes les composantes de la société sur le « système » tant décrié. C'est ici que réside le caractère révolutionnaire du mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine. Car il ouvre

la voie, dans ces conditions, vers un changement radical et réellement démocratique du « système ».

Nadir Djermoune, le 22 avril 2019

1 – Version intégrale sur : <https://npa2009.org/idees/international/debats-en-algerie-la-democratie-la-constituante-et-lenjeu-de-la-transition>

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

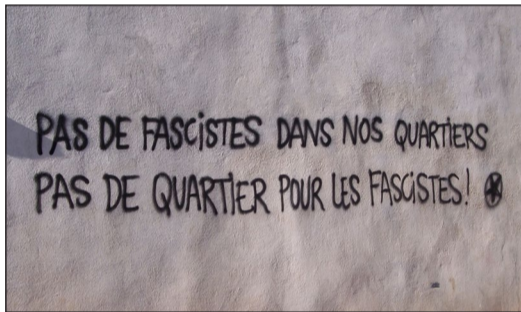
Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RÉPRESSION Soutien à nos camarades antifascistes!

Le 18 avril, des militants antifascistes ont été arrêtés suite à une plainte déposée par des militants d'extrême droite. Une plainte qui fait suite à une confrontation entre, d'une part, militants antifascistes et, d'autre part, fascistes des groupuscules Génération identitaire, Zouaves Paris et Milice Paris. À l'heure actuelle, plusieurs d'entre eux sont toujours en détention, dans l'attente d'un procès, et ils risquent des peines très lourdes.

Le gouvernement, qui s'en prend violemment depuis plusieurs mois aux mobilisations sociales et aux manifestations, semble ainsi déterminé à également cibler les antifascistes. Comme ces derniers l'ont affirmé dans un communiqué, « les antifascistes sont une fois de plus la cible d'un acharnement judiciaire qui s'inscrit dans une criminalisation croissante des mouvements sociaux ». Et d'ajouter : « Depuis quelques années, la figure de l'antifa est au cœur de la répression étatique et des récits médiatiques les plus délirants. Il n'est pas anodin que les antifascistes, très présentEs au sein du mouvement des Gilets jaunes, qui fait face à une répression policière de masse, soient à nouveau ciblés. »



DR

Stratégie de la peur

Difficile en effet de ne pas faire de lien entre la volonté gouvernementale de faire taire toute contestation sociale, au prix d'une fuite en avant répressive inédite, dans la rue comme dans les tribunaux, et la répression à laquelle les antifascistes font face. En s'en prenant de manière ciblée à des militantEs politiques et en les incarcérant, le gouvernement adresse en réalité un message à toutes celles et tous ceux qui contestent les politiques brutalement antisociales de Macron et de ses sbires. Une « stratégie de la peur » qui dissimule mal la faible légitimité du pouvoir en place, mais qui produit malheureusement ses effets sur les militantEs politiques et le mouvement social en général.

Mais nous ne lâcherons pas l'affaire ! À l'heure où des courants d'extrême droite sont aux portes du pouvoir, voire directement au pouvoir, dans nombre de pays, et que la rhétorique et les propositions de l'extrême droite ont été adoptées par bien des partis et des gouvernements dits « républicains », la lutte contre le poison fasciste est d'une brûlante actualité. Et les postures de Macron et des siens, du positionnement anti-Rassemblement national à l'annonce de la dissolution du « Bastion social » ne font guère illusion, eux dont les politiques antisociales et anti-migrantEs font le lit de l'extrême droite. La mise en scène de la campagne européenne, avec un Macron qui se pose en sauveur de l'Europe face à la « menace populiste », est à ce titre particulièrement dangereuse : LREM fait du RN et de Marine Le Pen ses adversaires numéro 1, leur conférant le statut de seule opposition crédible, pour le plus grand bonheur des extrêmes droites.

Face à ces politiques et stratégies désastreuses, le NPA, qui a lui-même été confronté aux groupuscules fascistes, rappelle son attachement viscéral à la lutte antifasciste, et sa disponibilité pour la construction des nécessaires fronts contre l'extrême droite et la menace mortelle qu'elle représente pour notre camp social. Le NPA exprime sa pleine solidarité avec les militants emprisonnés, et participera à toutes les initiatives en défense de nos camarades antifascistes, contre la répression d'État.

RÉPRESSION Le 26 mai, touTEs ensemble pour l'interdiction des LBD et des grenades mutilantes

« Vous avez 19 personnes devant vous et vous n'avez que 26 yeux qui vous regardent. Faites le compte, il y a un problème », c'est par ces mots que Jérôme Rodriguès a commencé son intervention lors de la création du « collectif des mutiléEs pour l'exemple », dimanche 28 avril à Gennevilliers. Une initiative importante des victimes pour relancer la campagne d'interdiction de l'utilisation des lanceurs de balles de défense 40 (LBD), des GLI-F4, essentiellement composées de TNT, et des grenades de désencerclement.

Le nom du collectif a été choisi en référence aux « fusillés pour l'exemple » de la guerre de 14-18, nommant ainsi les mutilations, avec lesquelles ils et elles vont devoir vivre, pour ce qu'elles sont : des blessures d'armes de guerre, faites en pleine connaissance de cause pour frapper les corps et les esprits. Et plus immédiatement dissuader les manifestantEs de descendre dans la rue.

Une question politique

Ils et elles ont recensé les victimes les plus gravement blessées depuis le 17 novembre dernier : « Ça fait 22 personnes qui ont perdu un œil ou l'usage de leur œil, c'est ça la vérité. Cinq personnes ont eu une main arrachée et il y a eu d'autres mutilations. Axel a perdu son odorat et Fabien a reçu un tir dans un testicule qui a dû être amputé » a ainsi expliqué Robin Pagès, lui-même handicapé depuis sa grave blessure au pied survenue durant une précédente manifestation en 2017 à Bure (Meuse) contre le projet de site d'enfouissement de déchets nucléaires. Et il ajoute que « d'autres blessures sont moins visibles, mais de nombreuses personnes ici présentes ont des plaques en titane et des vis dans le visage ».

Cette mobilisation est une question politique à part entière : les



TWITTER @LARUEOURIENI

méthodes de répression sont un indicateur du rapport du pouvoir avec la population. Quand un pouvoir est incapable, non seulement d'obtenir l'adhésion sur son programme, mais tout simplement d'entendre l'expression des besoins pourtant fortement formulés, il ne reste que la prétendue « violence légitime de l'État ». « Violences légitimes » des forces de l'ordre pendant les manifestations, et « violences légitimes »

des peines pénales imposées par l'appareil judiciaire. Et, de ce point de vue, les chiffres sont éloquentes. Début mars, le ministère de l'Intérieur comptabilisait 13 095 tirs de LBD depuis le premier acte des Gilets jaunes, et 83 enquêtes pour des tirs potentiellement problématiques.

Lutter contre l'impunité

Le 26 avril, sur France Info, Castaner faisait la promotion de la probité des

interventions policières : « Dès qu'il y a une plainte, il y a une enquête. Il y a 220 enquêtes confiées à l'IGPN [Inspection générale de la police nationale] qui sont en cours ». Et d'ajouter, sans rire : « Ce sont des enquêtes judiciaires. Elles prennent un peu de temps. [...] Je vous le dis, s'il y a des décisions judiciaires, il y aura évidemment des sanctions administratives ».

Les 6 000 manifestantEs convoquéEs devant la justice depuis le début des mobilisations des Gilets jaunes, les 2 000 condamnéEs (chiffres de fin mars), dont 40% de la prison ferme, la plupart pour des faits bénins, apprécieront ce « deux poids, deux mesures ». Quant aux assertions de Castaner, c'est le serpent qui se mord la queue : il ne peut y avoir de poursuites judiciaires tant que les enquêtes administratives ne sont pas terminées ; mais s'il y a des condamnations judiciaires alors là il y aura sanctions administratives ! En termes plus prosaïques, on appelle cela garantir l'impunité.

Le collectif a mis une nouvelle date dans le paysage : il appelle à une manifestation nationale à Paris, le dimanche 26 mai, pour l'interdiction des LBD et des grenades qui mutilent. Il faut faire de cette échéance une mobilisation de masse. D'abord en solidarité avec celles et ceux dont la vie a été irréversiblement bouleversée par les mutilations. Mais aussi parce que nous ne pouvons pas laisser faire ces pratiques qui sont une remise en cause traumatisante du droit de manifester. Et enfin parce qu'il y a un enjeu à mettre un stop à ce pouvoir, qui est dans la toute-puissance et prétend l'exercer de manière de plus en plus martiale.

Cathy Billard

ANTIRACISME Violente agression contre un membre de la Roya citoyenne

Retour sur une agression, particulièrement préoccupante, contre un militant solidaire des migrantEs.

C'est par un article de Nice-Matin, puis par un communiqué de l'association Roya citoyenne, que l'information a été rendue publique : « En pleine nuit, de samedi à dimanche 14 avril, un membre actif de Roya citoyenne qui héberge et accompagne en toute légalité des demandeurs d'asile dans leurs démarches administratives, s'est sauvagement fait agresser à son domicile à Contes par une quinzaine de jeunes, certains munis d'armes blanches. Ils ont entièrement détruit son véhicule, brisé toutes les vitres de son appartement, saccagé par des objets lancés depuis l'extérieur. Notre ami a dû être hospitalisé en urgence avec perte de connaissance, traumatisme crânien et de nombreuses contusions avec points de suture causés par les projectiles. Les demandeurs d'asile qu'il accueillait et lui-même sont gravement traumatisés psychologiquement, et ce d'autant plus que cet acte prolongeait une première agression subie à son domicile il y a quelques semaines... »

Une première alerte avait été lancée

Hugo, militant de la Roya citoyenne, héberge chez lui, depuis six mois, quatre migrants venus du Nigéria, qui n'ont heureusement pas été



FB ROYA CITOYENNE

blessés. Interrogé dans l'Humanité le 23 avril, il décrit ses agresseurs comme « des monstres, quinze monstres, tout autour de chez moi, torsos nus et tatoués, criant des slogans nazis ». Des « monstres » parmi lesquels certains (au moins trois) avaient déjà tenté de l'agresser quinze jours plus tôt, après d'autres tentatives d'intimidation. Or, ainsi que le rappelle l'Humanité, « [Hugo] avait porté plainte, reconnaissant, cette première fois comme la suivante, un jeune voisin de son hameau. » Une première alerte qui n'a pas été suivie d'effet, et une seconde agression qui aurait pu être encore plus tragique si la porte de la maison

du militant n'avait pas résisté aux assauts des nervis d'extrême droite, qui ont blessé Hugo en lançant des objets par les fenêtres. Il faut dire que dans la vallée de la Roya, la police et la justice semblent beaucoup plus attachés à traquer les migrantEs et les militantEs solidaires qu'à s'en prendre à ceux qui les agressent. On pense ici bien sûr au cas de Cédric Herrou, qui ne compte plus les convocations au tribunal et au commissariat, mais aussi à la garde à vue, en mars dernier, sans motif, de sept militantEs de la Roya citoyenne, parmi lesquels trois membres de son conseil d'administration, au cours de laquelle

plusieurs d'entre eux ont appris qu'ils étaient sur écoute téléphonique...

« Nous dénonçons les cyniques stratégies des politiciens »

Les nervis qui ont agi dans la nuit du 13 au 14 avril n'ont pu le faire que parce qu'ils se sentent suffisamment légitimes pour s'en prendre physiquement à des militantEs et à des migrantEs. Une légitimité que leur confèrent les pouvoirs publics eux-mêmes, à force de jouer avec les peurs, en stigmatisant les migrantEs et en s'acharnant contre les militantEs de la solidarité. Nous ne pouvons que partager les termes du communiqué publié par l'association, qui a organisé le samedi 27 avril un rassemblement à Nice pour dénoncer l'agression d'Hugo : « Avec rage, amertume, et une profonde inquiétude pour l'avenir, nous dénonçons les cyniques stratégies de politiciens telles, par exemple, les récentes déclarations du ministre de l'Intérieur qui s'autorise à reprendre des allégations de politiciens de l'extrême droite italienne associant des ONG aux passeurs... Elles visent ces mêmes voix dans notre pays et, en banalisant ces idées nauséabondes et dangereuses de funeste mémoire, alimentent la haine de l'Autre, et légitiment les pires actes comme à Contes. »

Correspondant

Des kamikazes se sont fait exploser, le dimanche 21 avril au matin, dans trois hôtels de luxe de Colombo, la capitale, et trois églises chrétiennes où était célébrée la messe de Pâques. Selon le dernier décompte, 253 personnes ont trouvé la mort, dont de nombreux enfants et une quarantaine d'étrangers. Des familles entières ont été décimées. Le nombre de blessés serait d'environ 500.

L'empreinte de Daech

Les attentats ont visé l'économie de l'île (via l'industrie du tourisme), mais ils étaient avant tout anti-chrétiens. Ils ont été commis par une organisation islamiste locale qui s'est récemment renforcée et « radicalisée », le National Tawheed Jamaath (NTJ). Ce dernier a reçu un entraînement et une aide logistique internationale, vraisemblablement fournis par Daech, qui revendique l'opération. De l'Afghanistan à Mindanao (Philippines), l'Asie est en effet devenue la principale région d'expansion de l'État islamique. La radicalisation du NTJ se nourrit de la crise économique qui frappe l'île, mais aussi d'un sentiment de marginalisation de la population musulmane, victime collatérale de la guerre qui a opposé le pouvoir à l'organisation armée des Tigres tamouls (LTT) qui revendiquait la création d'un État dans le nord et l'est du pays – et qui s'est attaquée aux musulmans habitant l'est. Le gouvernement a brisé la capacité de combat des LTT en 2009, au prix d'un terrible massacre de civils. Après les Tamoules, c'est la minorité

TERRORISME Sri Lanka : dernier avertissement (en date)

Les attentats de Pâques qui ont ensanglanté le Sri Lanka confirment à quel point l'extension du terrorisme est devenue un trait majeur de la situation internationale et exige l'affirmation d'une solidarité active envers toutes les communautés qui en sont victimes.

musulmane qui est devenue la cible du chauvinisme cingalais et subit des harcèlements quotidiens.

Irresponsabilité criminelle

Le régime a favorisé le développement d'organisations bouddhistes fondamentalistes d'extrême droite qui portent une grande responsabilité dans la spirale des violences. Il s'est désintéressé du sort des minorités musulmanes ou chrétiennes et ne les a pas protégées. Du coup, la transformation du NTJ est passée inaperçue. De même, tout occupé par la guerre des chefs qui oppose le Premier ministre et le Président, il n'a même pas su prendre en compte des informations fournies par les services secrets indiens qui annonçaient des attaques imminentes contre des églises. Une irresponsabilité criminelle.

Du Moyen-Orient à l'Asie, les communautés chrétiennes sont régulièrement la cible d'attaques meurtrières, voire forcées à l'exil, éradiquées. Sur le plan international, les victimes du terrorisme restent certes en majorité musulmanes ; mais elles tombent le plus souvent sous les coups aveugles d'organisations fondamentalistes

islamistes, avec en toile de fond le conflit Iran-Arabie saoudite. La responsabilité de Ryad dans les attentats au Sri Lanka, comme en bien d'autres lieux, est engagée car, les pétrodollars aidant, elle impose à l'encontre des traditions de l'islam local l'obscurantisme wahhabite. Ce qui n'empêche pas Paris ou Washington de faire de l'Arabie saoudite un allié stratégique.

Des attentats qui doivent nous interpeller

Ce n'est pas d'aujourd'hui que des chrétiens sont ciblés, nous avons écrit à ce sujet, mais nous n'avons développé aucune tradition de solidarité à leur égard, contrairement à d'autres (musulmans, juifs...). Coupable myopie. Le mot « anti-chrétien » (ou tout autre équivalent) n'est pas entré dans le lexique de gauche – ce qui laisse la droite faire librement l'inverse, elle qui priorise souvent sa solidarité envers les communautés chrétiennes d'ailleurs, affirmant qu'elles seraient « des nôtres », au risque mortel de les présenter comme des étrangers dans leur propre pays. Les fondamentalismes religieux ou (ethno-)nationalistes constituent de

redoutables armes de destruction des cohésions sociales et des solidarités populaires. Au Sri Lanka, le risque est maintenant de voir la communauté musulmane tout entière tenue pour collectivement responsable des crimes des djihadistes – tel est d'ailleurs précisément l'un des objectifs poursuivis par ces derniers. Après le dimanche sanglant de Pâques, la police a protégé des églises et des mosquées, mais le régime est (très) autoritaire, l'État sécuritaire, le théofascisme bouddhiste et le chauvinisme cingalais agressifs. Musulmans et chrétiens doivent être conjointement défendus. Beaucoup de manifestations de solidarité interconfessionnelle ont lieu au Sri Lanka même, un antidote à la haine. Le minimum que nous puissions faire, c'est de leur manifester la nôtre. Collectivement. Il y a des partis (comme le NPA) et des associations (comme le FUJQP) qui ont à cœur de dénoncer également tous les racismes. Trop souvent cependant, ce qui paraît lointain est ignoré et ce qui paraît proche devient l'enjeu de querelles boutiquières. Les victimes des terrorismes méritent mieux.

Pierre Rousset

SOUDAN

La révolution à un tournant

Quatre mois après le début du soulèvement populaire qui a abouti à la chute d'al-Béchir, les Soudanais semblent progresser vers une transition politique négociée comme aucune autre révolution arabe n'avait réussi à le réaliser ces dernières années.

À l'issue d'une rencontre samedi 27 avril entre la Coalition pour la liberté et le changement et le Conseil militaire, un accord a été conclu pour la formation d'un « Conseil de souveraineté conjoint » chargé de diriger dans la prochaine période. Quelques minutes après, le Conseil militaire a annoncé la démission de trois de ses membres, des lieutenants-généraux impliqués dans la répression qui a causé la mort de dizaines de manifestants ces dernières semaines. L'Association des professionnels soudanais avait exigé qu'ils soient écartés du pouvoir et traduits en justice. D'autres mesures ont été prises, telles le gel de comptes bancaires de membres du gouvernement d'al-Béchir et de membres importants du National Congress Party.

Un conseil de compromis

Ce Conseil conjoint, qui remplacerait le Conseil militaire, constituerait l'autorité suprême du pays et serait chargé de former un nouveau gouvernement civil de transition pour gérer les affaires courantes et ouvrir la voie aux premières élections post-Béchir. Des négociations sont en cours pour déterminer quel pourcentage du Conseil sera dévolu aux civils et combien aux militaires. Reste également à négocier le nombre des membres du Conseil, les compétences attribuées à chacun et enfin le choix crucial de celui qui incarnera la présidence du Conseil. Il s'agit bien entendu d'un compromis entre l'armée qui voudrait garder la main sur le pouvoir, et l'opposition qui exige qu'elle passe la main aux civils. La question demeure, s'agira-t-il d'un futur gouvernement majoritairement civil ou bien d'un Conseil militaire à l'apparence civile ?

Craintes de l'opposition

Après l'annonce de l'accord avec le Conseil militaire, les responsables de la contestation ont appelé les manifestants à rester mobilisés pour maintenir la pression. De nombreuses voix s'élèvent pour exiger que la totalité du pouvoir soit transférée aux civils, l'opposition craignant à raison une mainmise des militaires sur l'exécutif. Les relations étroites que le Conseil militaire entretient avec l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats sont également source d'inquiétude. Les protestataires craignent en outre une intervention des pétromonarchies dans leurs affaires nationales. Les Émirats ont annoncé qu'ils allaient déposer 250 millions de dollars à la Banque centrale du Soudan, rapidement suivis par l'Arabie saoudite. Ces annonces ont été reçues sèchement par des manifestants scandant « Nous ne voulons pas de l'aide de l'Arabie saoudite, même si l'on ne doit manger que des fèves ou des falafels. » On se souviendra que l'armée soudanaise intervient depuis 2015 militairement au Yémen au côté de l'Arabie saoudite...

Équilibre incertain

Le Soudan est confronté à une grave crise économique, avec notamment une pénurie de devises étrangères et une forte inflation, après avoir perdu les trois quarts de ses réserves de pétrole depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011. Cette quasi-faillite de l'économie est un terrain fertile aux tentatives de déstabilisation extérieure. Si la chute d'al-Béchir et les reculs du Conseil militaire, forcé de composer avec les civils constituent des développements extrêmement positifs, il faudra mesurer dans les prochains jours jusqu'à quel point le régime militaire assure un maintien d'un statut quo et conserve le contrôle de la situation via l'État profond, les milices et l'appareil sécuritaire. L'équilibre du pouvoir reste incertain et, si la pression populaire ne se poursuit pas, un maintien d'une dictature militaire semblable à la situation précédente est un scénario tout à fait envisageable.

Romain Prunier

ÉGYPTE Farce électorale tragique

Le président Sissi, non content d'avoir écrasé toute opposition, qu'elle soit frériste ou laïque, par une politique répressive encore plus brutale que celle de Moubarak, a tenu à assurer son pouvoir au-delà du mandat présidentiel prévu par la Constitution votée en 2014 en organisant un référendum de convenance.

Conséquence de la révolution du 25 janvier 2011 et des 30 ans de règne de Moubarak, les députés avaient prévu un maximum de deux mandats successifs de 4 ans. Trop peu pour un dictateur sûr de son rôle irremplaçable pour protéger le pays du terrorisme et redonner à l'Égypte sa place internationale.

Consolider les pouvoirs du président

Le Parlement, saisi prétendument spontanément par quelques députés, a donc proposé des amendements constitutionnels permettant à Sissi de prolonger chacun de ses 2 mandats de 2 ans, puis de se représenter pour un 3^e mandat de 6 ans, c'est-à-dire de rester au pouvoir jusqu'en 2030. Modifications auxquelles s'ajoutent d'autres amendements tout aussi dangereux, puisque l'un d'eux donne la présidence du Conseil suprême de la magistrature au chef de l'État, qui nommera les présidents des principales juridictions, ainsi que le procureur général et le président de la Haute Cour constitutionnelle. Une façon pour lui de mettre au pas une profession qui lui avait infligé un camouflet en affirmant l'égyptianité de Tiran et Sanafir, les deux îles que Sissi avait données à l'Arabie saoudite. Avant même le vote obtenu à une majorité écrasante au Parlement (485 sur 554) le 16 avril, on a vu toutes les rues des villes et des moindres villages se couvrir de banderoles et d'affiches aux couleurs de l'Égypte appelant à



participer et à voter « juste », pour le bien du pays. Dès le 18 avril, les Égyptiens de l'étranger étaient appelés à voter, puis les habitants du pays, le vote s'étalant sur trois jours et se terminant le 22 avril, sans possibilité pour quiconque de mener campagne pour le non.

Un seul enjeu : le taux de participation

Si l'issue du scrutin ne faisait aucun doute, la participation était, elle, un enjeu majeur pour le pouvoir. Devant tous les bureaux de vote, décorés d'oriflammes, on avait droit à des sonos puissantes avec chanteurs et parfois danseurs. En plein centre-ville du Caire comme à Alexandrie, des camions sonos défilaient avec des refrains patriotiques, et des jeunes affublés de t-shirts à la gloire de Sissi et de l'Égypte. Les fonctionnaires

comme les salariéEs avaient ordre de voter, et des minibus étaient mis à leur disposition pour rejoindre leurs bureaux de vote. Apparemment le résultat escompté au soir du premier jour n'était pas là et donc, le 2^e jour, on a vu, juste à côté des bureaux de vote, des stands où l'on distribuait des bons d'achat de produits alimentaires à ceux et celles qui avaient voté. À Alexandrie, c'est la chaîne de supermarchés Fathallah qui s'en est chargée, mais l'affluence de gens pressés d'avoir leur 100 livres égyptiennes (LE) de marchandises a été telle qu'ils ont dû fermer leurs magasins. Pas très surprenant quand on sait que le revenu mensuel moyen est de 1200 LE (60 euros) et qu'à cause des conditions imposées par le FMI (baisse radicale ou même suppression des subventions sur les produits

de base comme le pain), les prix ne cessent d'augmenter. Tous ces efforts n'ont pas vraiment porté leurs fruits puisque les résultats annoncés officiellement, dès le lendemain du dernier jour de scrutin donnaient 88,8% de oui, et donc, surprise tout de même, 4 millions de vote non, et 44,33% de participation.

L'armée au-dessus de tout

La stabilité escomptée par cette révision de la Constitution risque de se trouver ruinée par un autre amendement adopté : l'armée sera « le défenseur et le garant de la Constitution, de la démocratie, des piliers de l'État civil, ainsi que des acquis du peuple et des droits et libertés des individus ». Considérablement renforcées après avoir destitué le seul président élu démocratiquement en 2013, les forces armées veulent étendre leurs pouvoirs. Toutes les causes ayant conduit à la révolution de 2011 étant toujours là, on peut tout à fait imaginer une armée lâchant Sissi, comme elle a lâché Moubarak en son temps, si jamais le peuple se soulevait à nouveau. Perspective qui peut paraître lointaine tant la répression est brutale et surtout parce que, malgré toutes les violations des droits humains, Sissi est soutenu par tous les bailleurs de fond de son régime, depuis Trump qui parle de son « super boulot » jusqu'à l'Arabie saoudite en passant par la France, aucunement gênée de lui vendre des armes et des matériels de surveillance de la population.

Hoda Ahmed

Plus de deux heures d'enfumage! Sans surprise, la conférence de presse de Macron organisée le 25 avril, supposée être la conclusion du «Grand débat» et, par là même, la réponse aux revendications des Gilets jaunes, n'aura été encore une fois qu'une grande comédie. Dès le début, la messe a été dite quand Monsieur Blabla, au bout de quelques minutes, a annoncé que «les orientations menées depuis deux ans sont bonnes. Elles doivent donc être préservées, poursuivies et intensifiées...». En résumé: ne changeons rien, bien au contraire! Macron a ainsi rejeté très rapidement les revendications portées depuis près de six mois sur les ronds-points et dans la rue pour plus de démocratie, de justice fiscale et d'égalité sociale. Rejet en bloc de toute mesure permettant une plus grande démocratie, à part quelques aménagements institutionnels de l'existant... Refus de toute réforme permettant plus de justice fiscale et donc une autre répartition des richesses, avec – cerise sur le gâteau – un plaidoyer en défense de la suppression de l'ISF! Rien – ou presque – non plus sur le pouvoir d'achat et les revenus, même s'il va réindexer les petites retraites sur l'inflation. Rien de concret sur l'urgence écologique et climatique. Rien sur la répression et les violences policières. Enfin, concernant les services publics, Macron veut nous faire croire qu'il va faire mieux avec moins d'argent et moins de postes... En revanche, pour Macron, digne exécutant des désirs du Medef, il faudra désormais travailler plus et plus longtemps: une véritable provocation vis-à-vis de celles et ceux qui se mobilisent depuis des mois, et une version à peine relookée du «travailler plus pour gagner (peut-être) plus» d'un certain Nicolas Sarkozy. Et on notera en outre les clins d'œil appuyés à l'électorat d'extrême droite, avec les discours belliqueux contre l'«islam politique» et l'insistance sur la nécessité de se «protéger» derrière des frontières, celles-là même qui tuent des milliers de migrantEs chaque année en Méditerranée. Retour, dans ce dossier, sur certaines des annonces de Macron, entre enfumage, entourloupes et nouvelles attaques contre nos droits, nos conditions de travail et nos conditions de vie.



Mesures Macron EFFETS D'ANNONCE ET VRAIS DANGERS

SERVICES PUBLICS LA GRANDE ENTOURLOUPE

Macron a fait une série d'annonces sur les services publics, mais il ne faut pas beaucoup creuser pour y trouver des entourloupes.

Annonce la plus spectaculaire: il n'y aura plus «d'ici à la fin du quinquennat de nouvelles fermetures, ni d'hôpitaux, ni d'écoles sans l'accord du maire». On ne peut écarter le cas où le maire serait d'accord mais en fait, Macron joue sur les mots: pas de fermeture d'écoles ne veut pas dire pas de fermetures de classes; de même pour les hôpitaux, puisqu'il n'a pas dit pas de fermetures de services. Donc, des maternités et des services de chirurgie vont continuer à disparaître; c'est le discours que tenait déjà la ministre de la Santé Agnès Buzyn à propos de Bernay (où la maternité a fermé en mars dernier): «Ce n'est pas une fermeture. Il n'y aura plus l'acte d'accouchement, il y aura tout le suivi de grossesse qui sera de très grande qualité.» Résultat: en un peu plus de vingt ans (entre janvier 1997 et mars 2019), le nombre de femmes en âge de maternité qui se trouvent à plus de quarante-cinq minutes d'une maternité a plus que doublé, passant de 290 000 à 716 000, soit 430 000 de plus. Le nombre de celles se trouvant à plus de trente minutes a, lui, augmenté de près de deux millions, passant de 1,9 million en 1997 à 3,7 millions en 2019.

Démantèlement du service public ferroviaire

Les hôpitaux et les écoles ont eu droit à quelques bonnes paroles



présidentielles, mais pas les gares. Rien non plus sur les lignes de train dites secondaires de plus en plus sinistrées. À leur propos, le discours est bien souvent d'une hypocrisie écœurante: la ligne n'est pas vraiment fermée mais, en raison de son mauvais état, des ralentissements sont inévitables ou bien le trafic est «suspendu» avec parfois remplacement par un autobus. C'est le cas de la ligne Saint-Dié-Épinal, fermée par la SNCF le 23 décembre 2018, alors même que Macron lui-même s'était engagé, durant un déplacement dans les Vosges en avril 2018, à ce qu'elle reste opérationnelle. Du coup, Macron s'est énervé contre la direction de la SNCF le 26 février dernier lors d'une rencontre avec des élus dans le cadre du «Grand débat». Au-delà des prétendus engagements présidentiels, ces fermetures sont en fait le résultat de décennies d'une politique tout TGV et de sous-investissement sur les petites lignes... Et les problèmes de desserte des villes

petites et moyennes ne vont pas cesser, bien au contraire, avec la réforme ferroviaire; même des gares sur des lignes desservies par le TGV voient désormais celui-ci passer sans s'arrêter, à l'instar de Ruffec en Charente où le dernier TGV s'est arrêté en juillet 2017.

L'arnaque «France services»

Les bureaux de poste, eux aussi, ont été oubliés. Enfin, pas tout à fait. Emmanuel Macron a en effet annoncé un projet d'installation dans chacun des quatre mille cantons français d'une maison baptisée «France services», qui regroupera divers services publics (La Poste, Caisse d'allocations familiales, Assurance maladie, Pôle emploi...) en un même lieu, pour prétendument combattre la désertion des zones périphériques. Il s'agit en fait de la reprise d'un dispositif existant: les maisons de services au public (MSAP), lancées en 2014 par le gouvernement Valls pour faire passer les fermetures de services

publics... Il y en a actuellement environ 1 300, fonctionnant plus ou moins bien. Les prestations proposées sont variables, les plages d'ouverture pas toujours adaptées. Et on demande parfois aux agentEs de savoir presque tout faire: le postier, l'agent de la CAF, etc. L'État a en outre gelé depuis 2014 l'argent qu'il met dans ce dispositif, malgré l'augmentation du nombre de MSAP. De fait, «France services» risque bien d'être «France casse des services»!

Une logique à renverser

En réalité, aucune des annonces de Macron ne peut être prise au sérieux si l'objectif de supprimer des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires dans le même temps est maintenu (Macron a semblé mettre un bémol sur les 120 000 annoncées, mais il n'a pas changé de cap), si le projet de loi de réforme de la fonction publique est voté, et si sont mis en œuvre les objectifs de démantèlement du CAP 2022 (Comité action publique 2022 mis en place par le gouvernement Philippe). Quant à la suppression de l'ENA, c'est une manœuvre de diversion parfaitement conforme avec les objectifs gouvernementaux de rapprochement quasi fusionnel entre la haute administration d'État et le privé: ainsi la nomination de contractuels venant du privé pour les emplois de direction dans la fonction publique est cohérente avec la disparition éventuelle (car il faut attendre la suite) d'une école spécifique de formation des hauts fonctionnaires. Le vrai problème, c'est l'existence d'une caste de dirigeants privilégiés et formatés: la fin de l'ENA ne changerait rien de ce point de vue!
Henri Wilno

TEMPS DE TRAVAIL LES MENSONGES DE MACRON

Après les fuites des propositions de Macron, organisées en profitant de l'émoi suscité par l'incendie de Notre-Dame de Paris, et les réactions qu'elles ont suscitées, le président de la République s'est livré à un exercice d'équilibriste dont il n'est pas sûr qu'il ait trompé qui que ce soit.

Macron se refuse à répondre ouvertement aux Gilets jaunes au prétexte qu'il s'agit d'une minorité d'excités radicalisés à l'extrême droite ou à l'extrême gauche, et prétend répondre à l'ensemble des « Français ». Mais, malgré cette volonté affichée de ne pas répondre aux Gilets jaunes, Macron est bien obligé de prendre en compte la sociologie de ces derniers (et du soutien massif qu'ils et elles continuent de susciter) qui renvoie plutôt à des salariés, notamment des services sociaux, des petits patrons qui travaillent déjà au-delà des durées légales sans espoir de retraites décentes ou déjà retraités pauvres.

Un pays de fainéantEs ?

Pour appuyer sa démonstration selon laquelle « les Français » ne travaillent pas suffisamment, Macron multiplie les mensonges que les grands médias appellent pudiquement des « approximations ». L'ennemi reste les 35 heures, même largement plombées dès le départ par les dérégulations contenues dans les lois Aubry et gravement attaquées par les réformes mises en œuvre sous Sarkozy et Hollande.

Pourtant, le très institutionnel INSEE contredit les arguments de Macron. Ainsi, en 2018, en France, une personne à temps complet travaillait en moyenne 39,1 heures par semaine (23,3 heures pour les temps partiels). Une personne non salariée (chef d'entreprise ou profession libérale) travaillait 45,5 heures. Par catégorie socio-professionnelle, en 2018, un ouvrier à temps plein travaillait 37,8 heures par semaine en moyenne, un employé 38 heures et un cadre 43,1 heures. Bien au-dessus des 35 heures...

Selon le très officiel institut Eurostat, les « Français » travaillent 35,2 années. Ce qui est à peine en-dessous de la moyenne de l'Union européenne établie à 36 ans. Les AllemandEs passent 38,4 ans au travail, les Britanniques 38,9 ans et les EspagnolEs, 35,1 ans (Suède 41,7 ans, Pays-Bas 40,1 ans, Danemark 39,7 ans, Grèce 32,7 ans, Croatie 32,7 ans, Italie 31,7 ans).

Enfin, en ce qui concerne le temps de travail sur l'ensemble de l'année, l'OCDE a établi le classement des pays en fonction du nombre total d'heures effectivement travaillées, divisé par le nombre moyen de personnes ayant un emploi. Ces données incluent l'ensemble des emplois (temps complet, temps partiel, travail saisonnier, etc.). Selon ces chiffres, Les Français travaillent 1526 heures par an en moyenne, un chiffre qui atteint même 1679 heures si on ne prend en compte que les salariéEs à

temps plein. C'est plus que les AllemandEs, en queue de classement avec 1356 heures. Les EspagnolEs travaillent, en une année, en moyenne 1686 heures, les Belges 1545 heures et les Italiens 1722 heures (Pologne 1792 heures, Estonie 1748 heures, Hongrie 1740 heures, Pays-Bas 1433 heures, Danemark 1408 heures).

Et, selon toutes les études, la productivité moyenne des salariéEs en France reste parmi les plus élevées. La France se situe quasiment au même niveau que les États-Unis et l'Allemagne, avec une productivité moyenne d'environ 55 euros par heure travaillée en 2015, soit plus de 25% plus élevée que le Royaume-Uni ou l'Italie (environ 42 euros), et près de trois fois plus qu'en 1970 (selon Thomas Piketty).



Individualiser les situations

Ainsi, ici aussi, le grand débat et sa restitution ne sont que grand blabla et enfumage. Mis en difficulté par la mobilisation des Gilets jaunes et l'ambiance de contestation sociale qu'elle suscite, le gouvernement tente de justifier la continuation de sa politique. Ses pistes sont toutes plus tortueuses et tordues les unes que les autres. Pour le temps de travail à la semaine ou à l'année, il compte sur la négociation boîte par boîte, branche par branche, pour toujours plus augmenter le temps de travail effectif. Merci Hollande et El Khomri ! Pour les retraites, c'est l'aggravation des décotes, et un système de cotisations donnant droit à des points, dont le nombre servirait, au moment du départ à la retraite, à calculer le montant de la pension. La valeur du point pouvant varier à la hausse ou à la baisse tant au moment de l'acquisition qu'au moment de la réversion... Comme le dit le pourtant contesté Delevoye, il s'agit d'« arbitrage personnel, ma retraite me paraît suffisante, donc je pars, à l'inverse je n'ai pas assez de points je reste. Cela permet de respecter la liberté de choix ».

La logique d'ensemble est cohérente : augmenter le temps de travail sous ses différentes modalités tout en tentant d'éviter les grandes confrontations grâce à la parcellisation des statuts, l'individualisation des situations. **Robert Pelletier**

FISCALITÉ MACRON NE VEUT PAS ENTENDRE PARLER DE JUSTICE FISCALE

Lors de sa conférence de presse, Macron a justifié, pendant plus de deux heures, ses choix et ses orientations. En matière de fiscalité, il a notamment confirmé qu'il ne reviendrait pas sur les mesures prises ces deux dernières années, et donc que rien ne sera fait pour plus de justice fiscale...

Depuis 24 semaines, le mouvement des Gilets Jaunes a mis sur le devant de la scène une demande forte de justice fiscale avec, entre autres la revendication du retour de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Mais de cela, Macron ne veut pas entendre parler, même si il reconnaît que la question de l'injustice fiscale est celle qui a le plus sonné à ses oreilles pendant le « grand débat ». C'est ainsi qu'il ne reviendra pas sur les cadeaux fiscaux faits aux plus riches depuis le début de son quinquennat, indiquant même qu'il entendait continuer avec ces « bonnes orientations ».

La politique fiscale de Macron, avec entre autres la fin de l'ISF, la mise en place de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), l'imposition à taux proportionnel des revenus financiers (flat-tax), n'a profité qu'aux seuls riches, très riches amis du président, et ont ainsi augmenté les inégalités. Grâce à cette politique, les 1% des

plus riches vont cette année voir leur pouvoir d'achat augmenter de 6,4%, et les 0,1% des plus riches de 17,5%.

Des effets d'annonce

Pour faire croire qu'il avait entendu les revendications de ces derniers mois, Macron a annoncé une baisse de l'impôt sur le revenu estimée à 5 milliards d'euros, tout en restant assez flou. A priori, cette mesure bénéficierait à l'ensemble des imposables, y compris les plus aisés, mais par définition pas aux plus pauvres puisque ces derniers ne sont pas imposables. Cette baisse serait prétendument financée par une remise en cause de certaines « niches fiscales » des entreprises (mais le Medef s'y oppose totalement), par un allongement de la durée du travail et par la baisse de la dépense publique.

Concernant l'évasion fiscale et la fraude fiscale, là encore Macron n'a rien annoncé, à part une nouvelle évaluation par la Cour

des comptes. Pas davantage de mesures concernant la TVA à propos de laquelle il n'y a aucune annonce, en particulier de baisse sur des produits de première nécessité, pourtant revendiquée – à juste titre – par le mouvement des Gilets jaunes, n'a été faite. On appelle cela : un pied de nez !

Opacité et injustice renforcées

Les politiques fiscales des dernières décennies ont renforcé le côté obscur du système fiscal actuel. Elles ont également accentué la dégressivité de l'impôt et l'injustice fiscale. La politique du gouvernement Macron depuis deux ans a renforcé cette injustice, mais il préfère parler « d'exaspération fiscale » et ainsi privilégier le moins d'impôt... qui n'avantage que les plus riches. Une véritable politique anticapitaliste en matière fiscale serait une politique qui privilégierait les impôts directs et la progressivité de l'impôt, taxerait réellement le capital mais aussi le patrimoine.



Elle rendrait la fiscalité compréhensible par toutes et tous, ce qui est la condition même pour qu'elle puisse donner lieu à un véritable débat démocratique dans lequel les arbitrages politiques soient réellement maîtrisés par touTEs. On en est bien loin ! **Joséphine Simphon**

POLITIQUES MIGRATOIRES MACRON COURT APRÈS LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE

Parmi les thèmes évoqués par Macron lors de sa conférence de presse, les questions migratoires ont occupé une place bien particulière. Elles ont en effet été utilisées par le président, au côté de ses développements belliqueux sur la « laïcité », comme un marqueur idéologique et un véritable appel du pied aux électors de la droite et de l'extrême droite.

Le 8 avril dernier au Grand palais, le Premier ministre Édouard Philippe rendait ses « conclusions » relatives au « Grand débat ». On avait alors pu noter que les questions d'immigration n'avaient pas été évoquées, peut-être parce que sur les 135 000 contributions recensées, seulement 5 000 (soit moins de 4%) évoquaient ce thème.

Grosse ficelle

Changement de ton lors de la conférence de presse présidentielle du 25 avril. Il faut dire que dans ses précédentes interventions, Macron avait annoncé la couleur. Le 10 décembre, lors de son allocution télévisée, il déclarait ainsi : « Je veux que nous mettions d'accord la nation avec elle-même sur ce que son identité profonde, que nous abordions la question de l'immigration. » Rebelote le 13 janvier, dans sa « Lettre aux Français », cette fois sous forme interrogative : « Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ? En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ? Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ? » La ficelle était un peu grosse et, de l'aveu même



des cadres de LREM présents dans des réunions du « Grand débat », les questions de politique n'ont quasiment pas été posées, largement supplantées par les questions de salaires et de revenus, de fiscalité et de démocratie.

« Le combat en matière de migrations »

Mais qu'à cela ne tienne ! Le 25 avril, Macron décidait de sortir l'artillerie lourde, avec un ton et des propos qui ont dû faire pâlir de jalousie la droite et même une partie de l'extrême droite : « Pour être ouvert, il faut avoir des limites. Pour accueillir il faut avoir une maison. Donc il faut des frontières, il faut qu'elles soient respectées, il faut des règles. Et aujourd'hui, force est de constater que les

choses ne tiennent pas comme elles devraient. D'abord au niveau européen. Nous avons décidé d'avoir des frontières communes, c'est le fameux espace Schengen, avec les règles des accords de Dublin. Cela ne marche plus. Et pour moi, c'est le deuxième grand combat européen, avec le climat, c'est le combat en matière de migrations. » Des propos qui font écho à la fameuse alternative proposée le 26 octobre dernier dans le premier spot gouvernemental sur les élections européennes : « Immigration : maîtriser ou subir ? »

Vraie-fausse alternative

En matière de politique migratoire, le « en même temps » macronien est en effet assez simple : « L'Europe à laquelle je

crois, l'Europe souveraine, forte, c'est une Europe qui repense une ambition de coopération, de développement, à l'égard de l'Afrique et de toutes celles et ceux qui en ont besoin, pour éviter les migrations subies, mais c'est aussi une Europe qui tient ses frontières, qui les protège. » Soit un subtil équilibre entre « tout faire pour que les gens ne partent pas » (car on sait que les politiques de « coopération » s'accompagnent d'accords drastiques sur les questions migratoires) et « tout faire pour que les gens n'arrivent pas ». Et de s'en prendre ensuite, dans une diatribe hallucinée, à « ces [États] qui ne veulent pas tenir la frontière commune et sont dans le laxisme » (mais de qui parle-t-il ?), ainsi qu'à « ces États qui vous disent "J'en suis pour ce qui est de la liberté de circulation mais je ne veux pas en être quand il s'agit de répartir la charge, pas de solidarité chez moi" ». Les migrantEs qui fuient la guerre et la misère et se voient réduits à un statut de « charge » apprécieront... Tout cela pour conclure sur la nécessité de « refonder Schengen, quitte à ce que ce soit un Schengen avec moins d'États », afin de bunkériser encore un peu plus l'Europe. La plaisanterie « Macron, rempart contre l'extrême droite » ne fait définitivement plus rire... **Julien Salingue**

MARSEILLE Grève des femmes de chambre de l'hôtel NH Collection



LA MARSEILLAISE

Bientôt 20 jours de grève pour les femmes de chambre de l'hôtel NH Collection à Marseille, qui ont cessé le travail depuis le 11 avril.

Concert de casseroles de plusieurs heures, sirène permanente, musique, affichage massif sur les grandes vitres de l'hôtel de luxe NH collection à Marseille, la grève des femmes de chambre et de leur syndicat, la CNT-SO, est offensive et réclame des comptes ! Celles des heures non payées dont les pointages sont trop souvent rejetés, celle de la rétention d'une partie des primes, celles des retraits indus sur salaires.

Détermination des grévistes, intimidations de la direction

Voilà comment Elior, la société qui les emploie sur ce chantier en sous-traitance, peut afficher un chiffre d'affaires mondial de 1623 millions d'euros en 2018. Et peut-être pour cela aussi qu'elle a décidé de refuser toute négociation sur le fond des revendications avec la CNT-SO, au prétexte qu'elle ne serait pas représentative dans l'entreprise, alors que toutes les grévistes y sont syndiquées. Alors, pas d'argent pour ces femmes en lutte mais du fric pour poster des vigiles devant l'établissement et mandater un huissier pour donner à chaque gréviste une assignation en justice pour présence bruyante, entraves à la liberté du travail, blocage de l'hôtel et mise en danger d'une cliente... Le samedi 20 avril, elles appelaient à les rejoindre toute la journée devant l'hôtel et revendiquer tous et toutes ensemble. Dans l'après-midi, le cortège des Gilets jaunes est venu les rencontrer malgré le cordon de CRS qui a séparé les manifestantEs des grévistes. Les cris et les slogans ont commencé à fuser, et une salariée a pu prendre le micro. Un super moment aux cris de solidarité, qui a duré avec plusieurs interventions de Gilets jaunes, dont une qui avait déjà travaillé avec Elior.

Le mercredi 24 avril, au TGI, Elior a exigé l'arrêt du mouvement et une condamnation de 500 euros par gréviste. Une intimidation qui n'a pas démonté pas les femmes de chambre qui réitérent leur revendications et leur présence bruyante devant l'hôtel. Le délibéré rendu le lundi 29 avril leur a donné raison, puisque la demande d'expulsion du piquet de grève a été rejetée. La lutte continue !

Correspondant

Solidarité caisse de grève en ligne : <https://www.lepotcommun.fr/pot/mcvrkn0>

AP-HP La grève aux urgences continue et s'étend

La grève a été initiée le 18 mars par les collègues de Saint-Antoine, à la suite d'une agression. Les aides-soignantEs et infirmierEs souhaitant étendre la grève sont ensuite allés voir les autres services d'urgences de l'AP-HP, et 17 services d'urgences en région parisienne sont désormais en grève « illimitée ». Des mobilisations dans les urgences ont aussi lieu à Nantes, Lyon, Valence, Angers, Mulhouse, Toulouse, Mantes-la-Jolie, Aix-en-Provence, Strasbourg...

Les grévistes veulent des embauches et l'attribution d'une prime de 300 euros net par mois. Ils se donnent les moyens de les obtenir et se sont organiséEs dans un collectif inter-urgences : l'Inter SAU. La plupart des grévistes sont jeunes (moins de 30 ans) et connaissent leur premier mouvement de grève. Ce sont, d'ailleurs, surtout des non-syndiquéEs qui animent le collectif soutenu par des syndicats.

La plupart des collègues sont assignés, c'est-à-dire qu'ils et elles travaillent car les soins ne s'arrêtent pas à l'hôpital. Pour autant, les grévistes ont su inventer des actions comme ne pas faire les choses qui ne sont pas dans leur fiche de poste (comme faire le travail d'un brancardier dont le poste a été supprimé). Les collègues ont aussi redécoré les hôpitaux avec des banderoles « urgences en grève ».

Petite concession et grande peur

Pour essayer d'enrayer la contagion, le directeur de l'AP-HP a fait quelques concessions, et notamment l'octroi d'une prime mensuelle de 65 euros. Pour l'instant, la priorité des grévistes est d'élargir en direction des autres services d'urgences. Les problèmes rencontrés par les urgences sont les mêmes dans tous les services de l'hôpital : salaires bas, sous-effectif et manque de matériel. Pourtant, certainEs collègues des urgences ne soient noyées dans d'autres plus générales si le mouvement venait à s'étendre.

Or, la direction de l'AP-HP n'a qu'une peur : c'est justement que le mouvement s'étende, notamment aux 80000 salariéEs des hôpitaux de



DR



la région parisienne. Étendre le mouvement serait le moyen de lui donner plus de force et d'imposer des reculs décisifs à la direction. Cette semaine, quelques services de l'AP-HP, comme le brancardage, et la pneumologie au Kremlin-Bicêtre, ont déposé des préavis de grève pour rejoindre le mouvement. Le mouvement des urgences redonne le moral aux collègues de tous les services et l'idée de la grève fait petit à petit son chemin dans les esprits.

Correspondante

Appel de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité

- Grève dans les urgences, à bout de souffle ;
- Psychiatrie en lutte depuis des mois ;
- Personnels pressurés, épuisés, en sous-effectif chronique, en souffrance dans tous les hôpitaux et EHPAD ;
- Fermetures de services et de lits (maternités de Creil, Clermont de l'Oise, auparavant Dourdan, et demain Montreaux, Jean-Verdier ; près de 1200 lits de gériatrie à l'AP-HP sur 4 ans)
- Restructurations majeures comme dans le Nord-Essonnes et à l'AP-HP, s'accompagnant de la disparition programmée de sites hospitaliers : Juvisy, Orsay, Longjumeau (- 600 lits), Beaujon-Bichat (- 400 lits), Garches...
- Difficultés d'accès aux soins s'accroissant avec de véritables déserts sanitaires dans les quartiers populaires et en grande couronne ;
- Loi « Ma santé 2022 » poursuivant le démantèlement de notre système public de santé ;
- Et la santé de toutes et tous en danger !

Face à cette situation de crise, comment faire pour informer et mobiliser plus largement et ensemble les personnels et la population ? Nous vous proposons de réunir les comités de défense et collectifs de la région parisienne ainsi que les organisations associatives, syndicales et politiques impliquées dans « Notre santé en danger » et, au-delà, toutes celles qui se sentent concernées, **le samedi 11 mai à 10 h à la Bourse du travail de Paris, à République, pour échanger et réfléchir à ce que nous pourrions construire ensemble** dans les prochains mois.

POSTE 92 La grève à un tournant

La semaine qui vient de s'écouler a une nouvelle fois été riche en actions pour les postiers et postières du 92. Il faut dire que les grévistes avaient besoin de remettre les pendules à l'heure...

La semaine dernière, Philippe Wahl, le PDG de La Poste, s'est permis de dire devant des collègues de Mont-de-Marsan que les postierEs du 92 étaient des gens violents, qu'ils et elles demandaient toujours la réintégration de Gaël, et qu'ils et elles exigeaient que toutes les réorganisations soient repoussées de 5 ans. Or, même si ces revendications sont légitimes, les grévistes ont accepté de ne plus faire de la réintégration de Gaël un préalable à la signature d'un protocole de fin de conflit, et ont également accepté de multiples concessions. C'est La Poste qui reste cambrée sur des positions visant à faire

payer aux grévistes leur refus d'accepter les réorganisations sans broncher.

Direction sous pression

Mercredi 24 avril, avec les membres du comité de soutien, les grévistes se sont donc rendus au siège national de La Poste. La direction, prise de court, a dû accepter de recevoir une délégation, signe qu'elle est en position de faiblesse.

C'est ce qui a déterminé les grévistes à maintenir l'action prévue depuis plusieurs semaines, conjointement avec les Gilets jaunes d'Île-de-France. Vendredi 26 avril, malgré un dispositif policier énorme déployé pour tenter

d'empêcher l'action, Gilets jaunes, postierEs et soutiens de la grève, ont envahi le siège de la Banque postale. Là encore, la direction a été prise de court, à tel point qu'elle a été contrainte d'envoyer le responsable national du courrier auprès des grévistes. Ce dernier, très mal à l'aise, a accepté de recevoir une délégation composée non seulement de grévistes, mais également de soutiens et de Gilets jaunes. C'est une première, et cela montre que lorsque les grévistes le veulent, ils et elles peuvent imposer leur délégation aux patrons !

La direction, qui restait arc-boutée sur un protocole de

fin de conflit inacceptable pour les grévistes, semble vouloir évoluer. Les actions menées par les grévistes sont déterminantes pour contraindre la boîte à revoir ses positions. C'est pour cette raison que, plus que jamais, il est nécessaire de soutenir financièrement la grève ! Il est aussi possible d'adhérer à l'association « Les ami-e-s de Sud Poste 92 » pour soutenir un syndicalisme offensif et lutte de classe.

Correspondant

1 - Chèques à l'ordre de Sud Poste 92, mention « solidarité grévistes » au dos, à envoyer à Sud Poste 92, 51 rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne-Colombes ; parvirement sur le compte de Sud Poste Hauts-de-Seine : IBAN FR76 4255 9100 0008 0033 2571 214).

GRÈVE DU 9 MAI DANS L'ÉDUCATION

Profs et parents toujours déter contre les réformes Blanquer !

On parle déjà de rentrée alors qu'il reste encore une semaine de vacances pour la dernière zone, incluant la région parisienne. Mais que se passe-t-il ? En tout cas pas moins que le mois et demi de mobilisation tous azimuts que les enseignantEs ont connu en mars et avril.

Lorsque les enseignantEs ont lâché les classes il y a maintenant trois semaines pour les premierEs, il y a eu comme un pacte tacite : celles et ceux qui restent continuent le boulot, et on prend le relais en rentrant de vacances. Et c'est exactement ce qui est en train de se faire. Les enseignantEs

de région parisienne auront battu le pavé une dernière fois le 18 avril, veille de leurs congés, quand celles et ceux de Nantes ou encore de Rouen, à peine rentrés, ont déjà un calendrier de mobilisation long comme le bras : réunions d'information avec les parents, assemblées générales et manif du 1^{er} Mai,

ÉCOLOGIE La biodiversité et la chasse : la carpe et le lapin ?

L'Office français de la biodiversité et de la chasse sera le nouvel organisme qui regroupera toutes les instances de protection de la faune et de la flore. Le texte du gouvernement créant l'Office n'était déjà pas satisfaisant, mais les amendements du Sénat votés les 11 et 12 avril, modifient de façon inquiétante le texte initial discuté à l'assemblée en janvier dernier.

Les amendements changent en effet totalement la donne puisqu'ils mettent la biodiversité sous le contrôle... des chasseurs. Ainsi, les fédérations de chasse pourraient se voir confier la gestion de réserves naturelles nationales, et des réserves nationales de la chasse et de la faune sauvage qui, aujourd'hui, sont sous la responsabilité de l'État. De plus, les zones censées permettre à la faune de se reconstituer passeraient de 10% à 5% de la superficie du territoire.

Retour en arrière considérable

En outre, non seulement les chasseurs obtiendraient des dérogations de chasse (oies migratrices), mais seules six espèces d'oiseaux seraient concernées par la « gestion adaptative », gestion qui permet de conditionner le nombre de « prélèvements » à l'état de conservation de l'espèce. Or, sur les 64 espèces d'oiseaux chassés, 18 figurent sur une liste rouge au niveau international. Et, pour finir, les espèces protégées pourraient être chassées



si les chasseurs estiment que leurs effectifs sont suffisants ! Ce serait un retour en arrière considérable et une remise en cause de la loi de protection de la nature de 1976. On en reviendrait à avant Giscard d'Estaing...

Plume sur le chapeau, les modes de chasse traditionnels (glu, étrangement, écrasement des oiseaux...) entreraient dans le « patrimoine cynégétique national ». Manque plus que Stéphane Bern au tableau (de chasse).

La répression allant bon train en cette période jaune, le Sénat veut instaurer un délit d'entrave à l'action de chasse, puni de un an d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende. De son côté, la Fédération nationale des chasseurs recevra un fonds de la part de l'État ou de l'Office français de la biodiversité (donc de l'argent public) de 10 euros par permis de chasse, soit au moins 10 millions d'euros pour conduire des actions en faveur de la biodiversité dont seuls les chasseurs auront la maîtrise. Des dizaines d'associations de protection de la nature et des animaux ont co-signé un texte commun pour demander au gouvernement d'en revenir au consensus obtenu en première lecture à l'Assemblée nationale dans lequel elles dénoncent notamment « le nombre de cadeaux indécents abandonnés au monde de la chasse, notamment fiscaux, [qui] marqueraient un recul historique de la protection de la nature en France ». Le NPA leur apporte son soutien.

Commission nationale écologie

SNCF Soutien à Éric Bezou, militant syndical menacé de licenciement

Environ 250 personnes se sont retrouvées sur le parvis de la gare Saint-Lazare, vendredi 26 avril pour soutenir Éric Bezou, cheminot de la région de Mantes-la-Jolie, qui passait en entretien disciplinaire.

La direction menace de licencier ce militant syndical Sud Rail, qui lutte depuis des années contre la politique de l'entreprise, sa course à la rentabilité et les restructurations à tout va. Les attaques contre les conditions de travail vont en effet bon train à la SNCF. La direction se sert du prétexte de l'arrivée prochaine de la concurrence pour étendre et alourdir les journées de travail, développer la polyvalence à tout crin et couper dans les effectifs quand ce n'est pas des services entiers qui sont menacés de fermeture.



Prétextes pour entamer des procédures disciplinaires

Mais de nombreux cheminotEs ne s'en laissent pas compter, ils et elles l'ont déjà montré durant la grève du printemps dernier contre la réforme ferroviaire, et des résistances, certes bien éparpillées, s'expriment toujours régulièrement. Les militantEs présents au quotidien, auprès de leurs collègues et dans tous les combats, sont des têtes qui dérangent la direction. Alors, les moindres paroles et postures considérées comme « insolentes » servent de prétextes pour entamer des procédures disciplinaires. C'est le cas pour Éric comme pour d'autres militants syndicaux. À l'inverse, jamais les dirigeants ne rendent de comptes quand ils fichent de manière illégale des dizaines de cheminotEs comme à Saint-Lazare il y a deux ans, jamais les vrais responsables de la politique criminelle de l'entreprise, comme celle qui a conduit à l'accident mortel de Brétigny en 2013, ne sont menacés de sanction. Au contraire, s'ils sont mutés... c'est en général pour une promotion !

Le rassemblement de vendredi était à l'image des engagements d'Éric : de nombreux collègues de son chantier étaient présents, mais aussi des camarades de la grève du printemps, des militantEs syndicaux de différentes régions, des postiers du 92 en grève et des Gilets jaunes avec lesquels il milite depuis plusieurs mois. Olivier Besancenot et Éric Coquerel sont également venus apporter leur soutien. C'est une première étape dans la bagarre que les cheminotEs devront mener pour refuser toute forme de sanction à son encontre. Car c'est bien en s'organisant dans les services et en relayant partout où c'est possible leur soutien à Éric qu'ils feront céder la direction.

Correspondant

RENNES Une victoire pour les migrantEs de l'immeuble Estrémadure

Victoire d'étape, victoire partielle, mais victoire tout de même...

Après six mois d'occupation, par une centaine de migrantEs, d'un immeuble appartenant à Archipel habitat (AH), l'expulsion a été demandée par ce bailleur social de la ville de Rennes. Six mois qui avaient donné un moment de répit, un moment où ils et elles ont pu s'installer vraiment, sans être dupes du fait que cette situation était provisoire, sans être dupes du fait que la préfecture restait muette, ne remplissait pas ses obligations légales, et sans être dupes de l'hypocrisie de la ville de Rennes (la maire de Rennes est présidente d'AH !).

Joie des occupantEs

C'est donc avec une angoisse énorme que de nombreux habitantEs se sont rendus au tribunal d'instance le 12 avril 2019. Et le vendredi 26, ce n'est pas sans inquiétude non plus que nous (habitantEs et soutiens) attendions le délibéré. Ce dernier a fini par tomber... à la grande joie des occupantEs ! La requête d'AH a été jugée irrecevable pour la simple raison qu'ils n'avaient pas pu fournir le titre de propriété !

Bien sûr, et comme ils l'ont expliqué dans un communiqué, ils vont revenir à l'attaque. Pour l'instant, la préfecture est toujours aussi muette, remplissant son rôle de chaînon de l'État qui mène une politique criminelle à l'égard des migrantEs. La mairie prétend avoir rempli son rôle et sa promesse « Pas d'enfants à la rue » en affirmant



que les familles avec enfants ont été relogées. Mais elle ne semble pas au courant de la situation sur le terrain. Chaque semaine des familles, des hommes, des femmes, se retrouvent sans solution d'hébergement. Alors que la ville pourrait

activer son droit de réquisition, comme l'ont fait certains maires. Plus que jamais mobiliséEs pour la liberté de circulation et d'installation, pour l'ouverture des frontières, pour l'égalité des droits !

Correspondant

avec la perspective de la grève Fonction publique du 9 mai.

Les (bons) réflexes reviennent

La bonne nouvelle c'est donc que l'ébullition de ce secteur qui en a étonné plus d'un ne semble pas retomber et qu'au contraire, une fois repris des forces, les réflexes construits avant les vacances reviennent immédiatement, en tout cas là où la lutte s'était significativement ancrée.

Et il y a fort à parier que les énièmes annonces de Blanquer, dans la foulée des discours de Macron, n'auront fait que convaincre qu'ils ne veulent rien d'autre que la destruction des services publics. Le « pas plus de 24 en CP et en CE1 », à moyens constants, c'est-à-dire sans réelle création de postes, aura mécaniquement pour effet l'augmentation des effectifs

dans les autres classes. Et pas la peine de tourner autour du pot : touTEs les enseignantEs de France et de Navarre sont convaincus des bienfaits de classes à effectifs ne dépassant pas les 20. Mais ils et elles voient bien aussi qu'on les prend pour le dindon de la farce : sans profs en plus, on aère chez les petits mais on tasse chez les plus grands, sans aucune explication logique autre que l'affichage sur l'apprentissage de la lecture dont les méthodes d'assimilation seraient imposées si la réforme passe.

Aller jusqu'au bout

Au 20/20 pour toutes et tous et autres nombreux actes de résistance des enseignantEs du secondaire, Blanquer répond répression et sanctions administratives, ou bien passage en force avec la deuxième heure supplémentaire

imposée en collège et lycée, qui a moins pour objet l'augmentation du salaire des profs que la réduction, encore, des postes.

À la veille d'une nouvelle grève, qui sera probablement de nouveau très suivie, et alors que, depuis près de deux mois, les méfaits des réformes Blanquer auront été exposés sur tous les tons, que les liens entre enseignantEs et parents mobilisés se sont solidement tissés, que des AG ont été massives et que bon nombre de cortèges d'établissements et d'écoles ont fait la démonstration de la détermination et du dynamisme qui animent les profs, il manque l'élément déterminant, celui qui fera pencher la balance du côté du retrait : ne pas reprendre le boulot, jusqu'à satisfaction. C'est donc bien de cela, dès maintenant, qu'il faut débattre dans toutes



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

les assemblés générales, en ayant conscience que chaque prise de position et action entamée à un endroit peut

avoir un effet d'entraînement majeur ailleurs, comme cela fut le cas il y a deux mois quand les enseignantEs de Nantes sont entrés dans la danse et ont donné le signal à l'ensemble.

Mais cette fois-ci, le pas sera forcément plus grand : les professeurEs ont largement signifié leur opposition aux réformes Blanquer et, désormais, il s'agit d'aller jusqu'au bout pour obtenir le retrait de ces lois réactionnaires. Ainsi le 9, au côté de l'ensemble des fonctionnaires et des secteurs en lutte mobilisés, les profs témoigneront de leur colère. Mais le 10, il faudra continuer afin que le 13, jour du passage de la loi au Sénat, la balance penche dans le sens du service public d'éducation et pas des cadeaux supplémentaires au privé et à la sélection par le pognon !

Denise Sarraute



Les comités en action!

Tarbes Réunion-débat avec Philippe Poutou. Philippe est venu à Tarbes pour animer une réunion-débat le 26 avril. Une quarantaine de personnes ont participé à l'initiative, dont plusieurs Gilets jaunes, ainsi que des militantEs de la CGT et de Solidaires.

La réunion a débuté par deux interventions de militants locaux du NPA à propos des luttes locales (entreprise Toupnot menacée de fermeture après un incendie, conflit à l'Adapei 65, mobilisation contre les fermetures d'écoles), notre participation au mouvement des Gilets jaunes, et sur notre consigne de vote LO à l'élection européenne. Puis Philippe a présenté notre analyse de la situation politique et sociale, évidemment centrée sur le mouvement qui a tout bousculé depuis plus de 5 mois, et sur l'incapacité du gouvernement à lui répondre, malgré l'escalade répressive et les mesures qu'il a été obligé de présenter. Contrairement à ce qu'on aurait pu prévoir, le débat qui s'en est suivi n'a pas tourné autour de la question des Gilets jaunes (soutenir ou pas), mais a été centré sur la question des «frontières».

Le premier à intervenir a été le coordinateur départemental de RESF, sur la contradiction apparente qu'il y aurait entre notre consigne de vote et l'absence de LO dans les collectifs unitaires, comme RESF. Il lui a été rappelé qu'avec LO nous partageons la revendication de liberté de circulation et d'installation pour les migrantEs, et que nos «partenaires» dans certains collectifs menaient une politique anti-immigréEs dès qu'ils accédaient au pouvoir. Le débat s'est poursuivi sur le «souverainisme», partagé par la droite, l'extrême droite, et une grande partie de la «gauche». Comment lutter contre les frontières entre les peuples, au moment où les luttes, énormes, en Algérie et au Soudan, nous rappellent que la frontière se situe entre l'immense majorité des populations et la minorité de possédants parasites? La question européenne a été, dans ce cadre, abordée avec la perspective que nous avançons, d'une Europe des travailleurEs et des peuples, les États-Unis socialistes d'Europe... La crise climatique a évidemment elle aussi été évoquée.

La soirée s'est poursuivie avec un délicieux repas, sorti du sac, confectionné par les militantEs et sympathisantEs. Plusieurs personnes ont laissé leur coordonnées pour rester en contact avec le NPA.

Correspondant



NPA/BW

Le NPA en campagne n°1

Avec les migrantEs, pour la liberté de circulation et d'installation!

Pas de liste aux européennes pour le NPA, mais une campagne politique pour faire entendre une voix anticapitaliste et internationaliste, dont nous déclinons un volet chaque semaine.

La seule réponse efficace face à la tragédie que vivent les migrantEs est de refuser de considérer les migrations comme un «problème», et de s'unir pour satisfaire les besoins sociaux de millions de femmes et d'hommes, migrantEs et «autochtones». Nous exigeons que les pays les plus riches soient terres d'accueil.

► Se déplacer est une pratique inhérente à l'espèce humaine. Cela doit être un droit, indépendamment des motivations qui conduisent à migrer. Des millions de personnes sont forcées d'émigrer pour échapper à la misère, à la pauvreté, à la guerre, aux catastrophes environnementales, au manque de perspectives d'avenir. Nous revendiquons le droit d'asile pour celles et ceux qui fuient la guerre et les persécutions. Mais aussi un accueil digne pour touTEs les migrantEs, sans faire de distinction entre les migrantEs dits «économiques» et les réfugiéEs. Cela doit être la priorité dans tous les pays – en particulier ceux où la répression des migrantsE est la plus forte – et toutes les organisations de gauche devraient se battre pour l'octroi de pleins droits à touTEs les migrantEs, en accordant une attention particulière aux femmes, aux populations racisées, aux personnes LGBTI, aux musulmanEs et aux mineurEs, qui souffrent de multiples formes de discrimination et d'oppression.

► La liberté d'installation et de circulation est la seule mesure qui pourrait enrayer l'hécatombe sur les chemins de l'exil. Ouvrir les frontières, c'est permettre aux gens de migrer dans des conditions dignes et sûres. C'est faire disparaître la clandestinité et les passeurs. Quand les marchandises et les richesses circulent librement sur la planète,



quoi de plus normal que les êtres humains veuillent en faire autant? Chaque personne a le droit fondamental de vivre dignement et de jouir de tous les droits politiques et sociaux du pays où il ou elle réside. Ce droit relève de la justice sociale, qui s'affranchit des frontières géographiques. La seule frontière est la frontière sociale universellement déployée qui oppose les exploités aux exploités.

► Nous cherchons à construire des mouvements antiracistes et antifascistes, contre les agents du racisme institutionnel et social, en commençant par l'État français. Les aspects culturels et politiques de cette lutte sont inséparables. Afin de contrer l'idéologie discriminatoire et raciste, le travail au niveau culturel et éducatif est vital. Mais il est également crucial de revivifier les luttes sociales, pour conquérir des droits et du pouvoir pour touTEs les travailleurEs, en rendant visible dans la pratique le lien entre le racisme et le fonctionnement du capitalisme. Dans ce sens il

est important d'agir pour que les luttes antiracistes et de solidarité avec les migrantEs soient partie prenante du mouvement ouvrier, syndical et politique. Elles doivent être menées avec les travailleurEs car leurs ennemis et leurs intérêts sont les mêmes.

► Nous soutenons l'auto-organisation des migrantEs, car leurs luttes partent de leurs spécificités et de leurs exigences particulières, mais en cherchant à établir les liens nécessaires avec les questions de discrimination de classe, de genre et de racisme.

► Nous devons tenter par tous les moyens d'établir des liens avec les associations, les organisations, les partis d'autres pays qui agissent pour la solidarité et la défense des intérêts des migrantEs. Dans différents pays européens, de nombreuses associations se mobilisent contre le traitement inhumain infligé aux migrantEs. Notre tâche urgente est de construire un courant internationaliste, qui combat les courants réactionnaires, nationalistes et racistes qui se développent actuellement en Europe et dans le monde.

Des revendications soutenues par le NPA

- Des moyens pour un accueil digne et non pour la répression;
- La régularisation de tous les sans-papiers;
- Fin des expulsions;
- La fermeture des Centres de rétention administrative (CRA);
- La citoyenneté de résidence dès que quelqu'un arrive sur le territoire, c'est-à-dire l'égalité des droits: droit à la scolarisation, droit à la santé, droit à des revenus, un toit pour toutes et tous, droit de vote des étrangerEs résidant en France à toutes les élections;
- Abrogation du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), de la loi asile-immigration du gouvernement Macron et de toutes les lois limitant l'octroi du droit d'asile et l'accès à la régularisation;
- Prise en charge des mineurEs non accompagnés (MNA) par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), comme le prévoit la loi;
- Abolition de Frontex;
- Création d'un instrument de sauvetage et d'aide humanitaire international.

Fête des anticapitalistes de Haute Savoie
organisée par le NPA74

samedi 4 mai 2019 / 17H

Rencontre avec **Philippe POUTOU**

suivie d'une soirée **Crêpes & Concerts**

Green's Field
(Musique Celtique)

& Jahkasa
(Balafon Reggae)

NPA
Salle des Eaux-et-Forêts
113 Boulevard du Fier - Annecy

Fête du NPA

Débats, meeting, repas, concert avec **KinKeliba**

Samedi 18 mai
de 15h à 24h
Salle Festive Saint Etienne du Rouvray

Salle Festive, Bar des Copulants
Rue 42 av. Copulants ou ligne F3 av. Yves-Capitaine

Justice sociale, urgence climatique, c'est le système qu'il faut changer

Avec **Philippe Poutou**

contact: 03 83 33 33 33
correspondance@npa76.org
facebook.com/npa76
www.npa76.org

FÊTE ANTICAPITALISTE
AVEC: **OLIVIER BESANCENOT**
COMITÉ ADAMA TRAORÉ
JEAN-MARC ROUILLAN, EMMA...

ET EN CONCERT:
ZOMPA FAMILY SKA/PUNK PERPIGNAN
KALUNA TRIO GUITARE TOULOUSE

PRIX LIBRE

SAM. 18 MAI 2019

NPA TOULOUSE - SALLE ERNEST RENAN
12H/23H - MÉTRO 3 COCUS - 5 CHEMIN D'AUBERT
ESPACE ENFANTS - LIBRAIRIE - STANDS - FILM
RESTAURATION - EXPOS - CONCERTS - SPECTACLE

Roman

La Mort du khazar rouge, de Shlomo Sand

Seuil, Paris, 2019, 384 pages, 21 euros.

Shlomo Sand est un historien de gauche israélien bien connu pour son ouvrage phare, *Comment le peuple juif fut inventé* (Fayard, 2008), qui remet en cause la légende du peuple juif qui aurait été chassé de sa terre de Palestine et serait revenu reprendre possession de ce qui lui appartenait, d'après la mythologie sioniste. Une légende qui sert les intérêts de la colonisation au détriment des Palestiniens. Son dernier ouvrage est un roman policier, *la Mort du khazar rouge*, qui lui permet de poursuivre son œuvre d'historien, « sans notes de bas de page », plaisante-t-il. L'intrigue ? De mystérieux assassinats, à 20 ans d'intervalle, d'intellectuels universitaires, ayant comme trait commun d'être homosexuels et persuadés que le peuple juif n'est qu'un mythe inventé pour les besoins de la conquête de la terre d'Israël au détriment des populations pré-existantes. Bien sûr, ces thèses ne

plaisent pas à tout le monde, c'est le moins que l'on puisse dire.

«Petit détective arabe»

Cela permet à l'auteur d'étriller gaiement le milieu universitaire, timoré, dévoré par les rivalités et la course aux récompenses académiques. La police, et notamment le shabak, service de sécurité intérieure israélien, est éreintée. Il dénonce la répression contre les Palestiniens, en profite pour décrire les problèmes rencontrés par les homosexuels dans cet État profondément religieux. Dénoncée aussi l'internationale d'extrême droite, de Paris à Tel-Aviv notamment. L'inspecteur de police qui mène l'enquête est un excellent enquêteur, mais avec un petit bémol : il est arabe, et ne pourra donc jamais gravir tous les échelons, ce qui fait dire à l'auteur : « D'aucuns ne comprenaient pas comment un "petit" détective arabe pouvait avoir un si "gros" cerveau juif. »



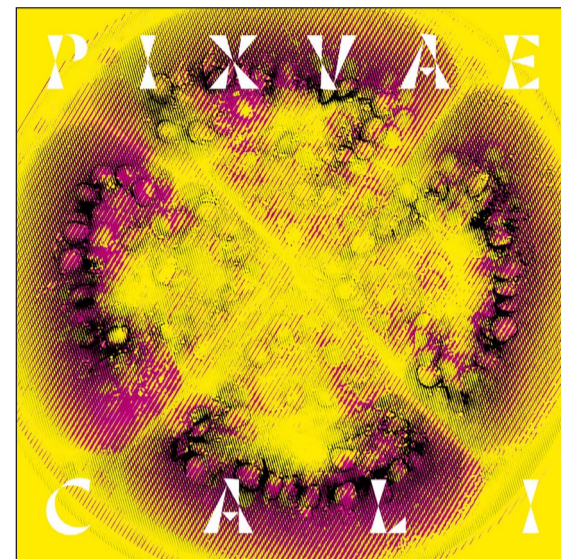
Mais sa grande idée, qui transparaît tout au long de l'ouvrage, reste cette mise en pièces du mythe fondateur de l'État d'Israël, celui d'un seul peuple juif. Les découvertes historiques contredisent la

possibilité d'un grand exode au 13^e siècle avant notre ère. « De même que Moïse n'a pas pu faire sortir les Hébreux d'Égypte et les conduire vers la "terre promise" pour la bonne raison qu'à l'époque celle-ci... était aux mains des Égyptiens », écrivait Sand dans *le Monde diplomatique* en 2008. Pour les sionistes, il faut que les Juifs soient les descendants du royaume de David et non les héritiers de guerriers berbères ou de cavaliers khazars. Ce qui est pourtant la réalité, car l'auteur explique que la religion juive, prosélyte, a converti de nombreuses tribus à travers le monde, dont la terre n'était certainement pas Israël. L'auteur se moque du fait que ce que l'on appelle « la tour de David » à Jérusalem, n'a pas été construite par le roi Salomon, mais par le sultan ottoman Soliman 1^{er} au 16^e siècle ! Un ouvrage qui se lit avec délectation.

Régine Vinon

Musique

Cali, de Pixvae



Pixvae, groupe franco-colombien, a été l'une des grosses claques musicales de 2016, et les titres de son deuxième album s'inscrivent dans la continuité d'une formule qui, la surprise passée, continue à faire mouche.

Thèmes traditionnels afro-colombiens

Ce projet est né au sein du Grolektif, regroupant des musiciens de jazz lyonnais n'aimant rien tant que pervertir leur musique de prédilection en l'exposant à l'électricité du rock, à la richesse des musiques du monde et aux singularités des écritures contemporaines¹. Membre fondateur de ce collectif (récemment réincarné en La Compagnie 4000), le saxophoniste Romain Dugelay s'est fait spécialiste des alchimies aventureuses et fructueuses, régulièrement aidé en cela par Damien Cluzel et Léo Dumont, respectivement guitariste de uKanDanZ et batteur de Chromb. En prolongement de leur groupe Polymorphie – à qui on doit notamment l'émouvant album-concept *Cellule*, basé sur des textes de prisonniers – ces camarades de jeu réguliers ont agrandi leur cercle en invitant des musiciens d'autres horizons. Ici, le répertoire se base principalement sur des thèmes traditionnels afrocolombiens, dont la découverte enchante un grand nombre d'oreilles peu habituées et dont le traitement tout en ruptures en bousculera pas mal d'autres. Il résulte de cette rencontre, à première vue hasardeuse, une musique qui aime instantanément, tellurique, solaire, radicale et généreuse. La rythmique (guitare/ batterie/ sax basse), sujette à tous types de traitements sonores, soutient nerveusement des chants et des percussions envoûtants, dans une polyrythmie répétitive, complexe mais accessible, les rythmes binaires-ternaires propres à ce répertoire étant propices à toutes sortes de combinaisons. La formation multiplie les participations à tous types de festivals, des plus festifs aux plus pointus, sa présence se révélant pertinente aussi bien entre des groupes de disco que de rock expérimental. Face à un public qui, après s'être plu à tenter de décortiquer les rythmes et les sons (ce saxophone-là joue les parties de basse d'une manière toute personnelle) et à se pâmer sur l'enchevêtrement des voix, ne reste pas assis très longtemps, et se retrouve à danser fiévreusement. Et peu importe si c'est de manière désordonnée, chacunE sur une pulsation différente de celle des autres !

Benjamin Croizy

1 – Parmi eux, citons Élodie Pasquier, Kouma, April Fishes et Supergombo.

Roman

Dans l'ombre du brasier, de Hervé Le Corre

Rivages/Noir, 384 pages, 22,50 euros.

Ce n'est pas parce qu'Hervé Le Corre a participé au recueil de textes en soutien à la lutte des « Ford » que nous faisons de la publicité à son dernier livre. C'est tout simplement parce que c'est un roman palpitant !

Enquête policière pendant la Commune

Bon, il n'est pas marrant : une histoire sordide d'enlèvement de jeunes filles, de meurtres, de meurtriers. Et puis cela se passe durant la Semaine sanglante, à la fin de la Commune de Paris. En lutte à distance contre les trafiquants,



Antoine, commissaire de police élu par la Commune, va tenter de mener son enquête pour retrouver Caroline, une infirmière volontaire qui soigne les soldats blessés, enlevée plusieurs jours auparavant. Et puis il y a Nicolas, l'amoureux de Caroline, soldat de la garde nationale, défenseur de la Commune sur les barricades. En cette dernière semaine de mai 1871, les soldats versaillais avancent, bombardent au canon, tirent à la mitrailleuse, détruisent les quartiers, tuent celles et ceux qui tiennent les barricades. L'espoir d'un monde meilleur et l'idéal révolutionnaire sont en train de tomber. En même temps, il

s'agit de sauver une jeune femme, d'arrêter des assassins. Le livre se déroule sur une durée de 11 jours, l'enquête avance difficilement pendant que les communards reculent rapidement. Nous sommes dans le suspense de l'enquête, avec l'espoir que Caroline soit sauvée et, en même temps, on vit la triste fin de la Commune. Ce polar permet de vivre en direct, presque comme si nous y étions, la fin d'une formidable expérience historique. On sait que cela finit mal pour les communards mais qu'en sera-t-il pour nos personnages auxquels on s'attache vraiment ?

Philippe Poutou

Cinéma

Menocchio, d'Alberto Fasulo

Film italien, roumain, 1h43, sorti le 17 avril 2019.

À l'heure où Macron semble vouloir inscrire ses pas dans ceux des rois de France « fils aînés de l'Église », *Menocchio* vient à point pour rappeler ce qu'était l'emprise obscurantiste de la hiérarchie catholique. Il s'inspire de l'histoire de Domenico Scandella (Menocchio est son surnom), né en 1532 à Montereale, village situé dans les montagnes du Frioul (nord-est de l'Italie) et brûlé comme hérétique en 1601.

Un meunier devant l'Inquisition

Menocchio, meunier, s'est forgé une conception de l'univers et de la religion à partir de ses propres réflexions. À l'origine du monde

il y avait un chaos, Dieu existe et il est dans toute chose mais ne se préoccupe pas des affaires du monde, l'immaculée conception de la Vierge est une impossibilité, le Christ n'est pas de nature divine, les juifs et les musulmans ne sont pas forcément damnés, l'Église vit dans la richesse.... De tout cela, Menocchio se contente de discuter avec les gens de son village et le curé. Il ne prétend fonder aucune nouvelle Église. Mais, à la fin du 16^e siècle, l'Église catholique romaine n'est pas disposée à tolérer le moindre écart. En 1583, Menocchio est arrêté ; il est trainé devant l'Inquisition, sommé de dénoncer ses disciples et surtout celui qui l'a inspiré (pour les juges ecclésiastiques,

il est naturellement impossible qu'un meunier ait par lui-même la moindre pensée originale), et torturé. Sa famille est ruinée et subit des pressions. Pour échapper au bûcher, il finit par se rétracter. Le film s'arrête là. La suite de sa vie n'est indiquée que par un bref texte. Condamné à la prison à vie, il est libéré pour raisons de santé et retourne dans son village, mais l'Inquisition veille : Menocchio est à nouveau arrêté, torturé ; il refuse de dénoncer qui que ce soit et est condamné au bûcher. Alberto Fasulo a fait appel à des non-professionnels pour jouer les différents personnages et a tourné sur les lieux mêmes de l'histoire. Dommage qu'il ait trop cédé à l'esthétisme. De trop longues



séquences muettes avec d'énormes gros plans consomment un temps qui aurait été mieux consacré à cerner ce personnage qui, dans ses montagnes au 16^e siècle, osait dire qu'il était plus important d'aimer son prochain que Dieu. Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

GRÈVE AU CENTRE HOSPITALIER DU ROUVRAY

« Quelque chose que l'on n'avait jamais vu dans l'hôpital s'est enclenché »

Entretien. Avec plusieurs mois de recul, cette interview revient sur la grève au Centre hospitalier du Rouvray, menée en 2018. Ayant fait appel à des moyens extrêmes, rarement utilisés dans les conflits sociaux, comme la grève de la faim, cette grève a pris une dimension nationale, et elle a contraint l'ARS¹ – et derrière elle le gouvernement – à reculer et à satisfaire de manière significative les revendications des personnels. Le tout dans un moment où les grèves victorieuses sont rares et où la psychiatrie publique est au cœur des contre-réformes de la santé. Les participants à cette interview sont **Sébastien Ascoët**, cadre de santé et militant CGT, l'un des négociateurs avec l'ARS, et **Bruno Fresnard**, ambulancier et militant CGT, l'un des grévistes de la faim.

Quelles ont été les origines de cette grève ?

Bruno : Les racines du conflit remontent à 2016. La direction avait, alors, voulu créer un pool de remplacement pour pallier le manque d'effectifs dans les services de soins en « déshabillant » certains services prétendus « mieux pourvus » en personnel que d'autres. La CGT et un collectif de soignantEs, rejoints par la CFTC, avaient lancé un mouvement de grève en demandant des recrutements, prioritairement pour pallier le manque d'effectifs dans les services et éventuellement, en plus, un pool de remplacement. La CFDT, à l'époque, ne s'était pas jointe au mouvement, approuvant le principe des redéploiements. Un mois de grève avec des piquets 24h/24, mais nos revendications n'ont pas abouti.

Sébastien : Mais, suite à ce conflit, le CHSCT a réussi à obtenir un audit et une expertise qui ont dit, tous les deux, la même chose : l'établissement du Rouvray, en termes « d'offre de soins » était très bon, proposait beaucoup de choses, mais fonctionnait depuis trop longtemps avec des moyens constants et donc des redéploiements. Ces documents constataient que des limites étaient atteintes et que les propositions de la direction, à l'époque, étaient tout à fait à côté de la réalité.

Les résultats de ces deux grandes enquêtes n'ont pas du tout été pris en compte. La réaction de la direction a été « On continue » ; c'est-à-dire on continue à aller dans le mur. Là, on a senti qu'il fallait changer de ton. On s'est réuniEs en intersyndicale. On s'est mis d'accord sur une plateforme revendicative avec 4 ou 5 points sur lesquels nous étions totalement d'accord. Nous avons aussi décidé de mettre un peu de côté nos divergences sur des points qui n'avaient pas à être traités dans l'urgence.

On a voulu commencer à discuter avec la direction. Mais, pour discuter, il faut avoir des interlocuteurs. Nous avons été confrontés à beaucoup de mépris, d'arrogance, à des réponses très cinglantes. Je me souviens de phrases : « Ça ne sert à rien ce que vous êtes en train de faire », « Ce n'est pas la peine d'aller demander à l'ARS, il n'y a pas d'argent », « Retournez là d'où vous venez », etc.

C'est alors que la grève a démarré ?

Sébastien : Oui, car on est alors arrivé à une situation où le personnel en général (pas seulement les soignants) ne peut plus travailler en confiance, en responsabilité. On commence à avoir des collègues qui viennent au syndicat parler de leurs conditions de travail. Ils craquent. Ils nous disent « Quand je viens travailler, j'ai l'impression de faire mes huit heures de maltraitance », « J'ai une culpabilité terrible », « Je ne suis plus un soignant », « Je suis désavoué par rapport à ma fonction »... Nous demandons des réponses rapides à la direction, mais il n'y a qu'une



réponse : « On n'a pas d'argent, il n'y en aura pas plus », réponses dans la continuité de la loi HPST². Cette loi elle nous fait du mal !

Bruno : Le 22 mars [2018] la grève démarre, c'était une journée de grève de la fonction publique. Nous nous étions inscritEs dans ce mouvement, et nous avons déposé un préavis de grève reconductible illimité. Une fois la grève commencée, nous avons eu du mal à rencontrer les tutelles, à tel point qu'à un moment donné, le 17 avril, nous avons été obligés d'envahir les locaux de l'ARS.

Sébastien : Une heure et demie de discussion avec l'ARS, avec un face-à-face : d'un côté des tableaux et des chiffres, de l'autre la réalité de terrain, du sens au travail. Nous nous entendons répondre : « Ne vous plaignez pas, vous êtes "bien" au Rouvray par rapport au reste de la région et on va plutôt vous en retirer encore un peu. » À la fin on est évacués « gentiment » par les flics. On repart très énervés et un peu inquietEs de la suite. On sent que le rapport de forces est difficile à poser.

Nous sommes de plus en plus nombreux, de plus en plus organisés, les assemblées générales grossissent, nous organisons des déambulations, des « sit-in », des collages, et aussi des « die-in », des collages, nous sortons le confit de l'hôpital, parce que nous comprenons assez vite que ce n'est pas dans l'hôpital que ça va se passer. Nous sommes un service public et nous voulons communiquer avec la population. On fait du tractage sur les marchés, on envahit l'hôtel du département, on embête un peu M. Hervé Morin³.

Bruno : Le 5 avril, nous étés allés « accueillir » monsieur Macron lors de sa venue au CHU de Rouen, et nous avons été reçus par le Directeur de la santé. Lui aussi, après avoir dit qu'il n'était pas au courant, sort ses chiffres. Le 15 mai, nous participions à une action sur Paris avec les « hôpitaux en lutte » où l'on bloque les Champs-Élysées. Avant les Gilets jaunes ! Nous avons été des précurseurs ! C'est alors qu'est venue l'idée de la grève de la faim. Avec un copain, Thomas, on avait déjà discuté et on

s'était posé la question « Jusqu'où t'es prêt à aller ? ». Avec comme réponse : « La grève de la faim », mais sans plus. Puis une semaine après, il me dit « J'ai discuté avec un tel, une telle, ils seraient d'accord pour une grève de la faim ». C'est des choses qu'on avait gardées en nous, sans en parler aux collègues. On s'était donné une date limite pour commencer et vu que rien n'avancait, on a décidé d'engager la grève de la faim à partir du 22 mai.

Il fallait passer un cran plus haut. À la fois pour redynamiser les collègues, parce qu'à force de se prendre des refus, ça peut décourager. La grève de la faim, pour nous, c'était quitte ou double : soit ça ne servait à rien, soit on allait déboucher sur quelque chose. Et ce quelque chose, ça a été de mettre en colère les collègues, qui sont sortis plus nombreux des services, se sont davantage impliqués dans la grève. Quelque chose que l'on n'avait jamais vu dans l'hôpital s'est enclenché. Certains se découvraient combattifs, alors qu'ils n'étaient jamais venus dans une grève « normale ».

Nous avons fait 18 jours de grève de la faim. Quatre d'entre nous sont partis avec le Samu, et il y a eu des séquelles physiques et psychologiques. Pour nous, la grève de la faim, c'était une arme pour mobiliser les gens. [...]

Propos recueillis par Jean-Claude Laumonier.

- 1 – Agence régionale de santé, qui attribue les budgets aux établissements de santé.
 - 2 – Loi Hôpital patient santé territoires, dite « loi Bachelot », votée en 2009.
 - 3 – Président du conseil régional.
- Retrouvez dans la revue *L'Anticapitaliste* mensuel n°104 l'intégralité de cette interview, avec également les réponses de Dominique Pierre, l'une des animatriceEs du comité de soutien, et Frank Prouhet, médecin généraliste, l'un des animateurEs du collectif de médecins qui ont assuré le suivi des grévistes de la faim.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

TRUMP ET LE VIOL DANS LES GUERRES.

Washington a fait pression sur l'Allemagne [qui assure en ce moment la présidence du conseil de sécurité de l'ONU] pour affaiblir une résolution sur les violences sexuelles en situation de conflit. Mardi 23 avril, le texte a ainsi été amputé d'une référence à la santé sexuelle et reproductive : selon des diplomates de l'ONU (et un câble interne du département d'État que nous avons pu consulter), plusieurs membres-clés de l'administration Trump estiment que ce passage banalisait les relations sexuelles et cautionnait l'avortement. [...]

L'Allemagne a toutefois fini par accepter d'amputer le texte de ces références pour obtenir le vote américain. La résolution a été adoptée mardi soir avec treize voix pour et deux abstentions : la Russie et la Chine.

De hauts fonctionnaires de l'administration Trump ont avancé que le terme « santé sexuelle et reproductive » faisait référence à l'avortement, mais des gouvernements et des associations contestent cette interprétation.

Des négociations ont eu lieu en coulisses, après quoi plusieurs éléments centraux de la résolution ont été expurgés de la résolution, et notamment la mise en place d'un organe de surveillance onusien permettant de signaler ce type d'atrocités.

Les États-Unis ont continué à s'opposer à la résolution, même sans ce mécanisme, tant que les mots « santé sexuelle et reproductive » seraient présents dans le texte, toujours selon le câble confidentiel que nous avons consulté. [...]

« Les États-Unis toument complètement le dos aux droits de l'homme et [...] ils n'en font pas mystère, regrette Tarah Demant, directrice du programme Genre, sexualité et identité chez Amnesty International. Ils font l'étalage brutal de leur mépris pour les droits humains, particulièrement ceux des femmes. Et ils sont prêts à tout, même aux mesures les plus extrêmes. » [...]

Le câble du département d'État insiste sur le fait que les États-Unis « sont résolument engagés dans la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits et pour traduire les responsables en justice ». Et de continuer : « Il reste beaucoup à faire pour prévenir ces crimes récurrents et pour aider les victimes : nous le comprenons, et nous sommes d'accord avec ce constat. Il s'agit là d'une question importante, et les États-Unis comptent bien apporter leur pierre à cet édifice à l'avenir. »

Le câble précise toutefois que « nous ne pouvons pas accepter la moindre référence, implicite ou explicite, à la "santé sexuelle et reproductive" », car « nous refusons de soutenir ou de promouvoir l'avortement » pour tout ce qui touche à la santé des femmes dans le monde.

Robbie Gramer et Colum Lynch, « Les États-Unis ne s'opposent pas au viol comme arme de guerre par crainte de promouvoir l'avortement », Traduit par Jean-Clément Nau, Slate.fr, 26 avril 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire